

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1946-1947.

RÉUNION DU 4 JUIN 1947.

Rapport de la Commission du Ravitaillement chargée d'examiner le Projet de loi contenant le Budget du Ministère du Ravitaillement pour l'exercice 1947.

(Voir les nos 4-XIII, 136, 142, 204, 206 (session de 1946-1947) et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 25, 26 et 27 février 1947); 107 (session de 1946-1947) du Sénat.)

Présents : MM. BOULANGER, président; le comte D'ASPREMONT-LYNDEN, Mme DEGEER-ADÈRE, MM. DE NAUW, DE SMEDT (R.), DURAY, LAURENS, LEDOUX, MONDELAERS, MULLIE, PETIT, VERGEYLEN et LOGEN, rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le budget du Ministère du Ravitaillement que nous devons examiner a été déposé par le précédent Gouvernement, présidé par l'honorable M. Huysmans.

Le projet de loi budgétaire était signé par M. Lalmand, Ministre du département, et contresigné par M. Vauthier, Ministre des Finances, et par M. Merlot, Ministre du Budget.

Après le dépôt du projet de budget, un nouveau Gouvernement est né, présidé par M. P.-H. Spaak.

Les partis libéral et communiste n'y sont plus représentés.

Si le Gouvernement a été modifié dans sa composition politique, le budget, lui, n'a guère subi de changement. C'est que les problèmes auxquels il faut trouver des solutions sont toujours restés les mêmes, quelle que soit la formation gouvernementale.

Et cependant, il apparaît bien que les vues du Gouvernement actuel en matière de l'approvisionnement du pays et du ravitaillement de ses habitants ne sont pas tout à fait identiques à celles du Gouvernement précédent.

M. le Premier Ministre dit, dans la déclaration gouvernementale : « Si le Gouvernement devait résumer en une phrase la politique économique qu'il se propose de suivre en la comparant avec celle de ses prédécesseurs, il dirait : mêmes objectifs, méthodes différentes et trouverait la justification de cette formule dans l'évolution de la situation du pays. »

Dans les circonstances actuelles, nul ne songe à rester accroché à des règles sévères qui se justifient quand le pays se trouve dénué de tout ce qu'il faut pour renaître à la vie, mais qui deviennent insupportables, voire même odieuses quand il semble que la situation redevient normale.

Et pourtant, il est bien permis de se demander si l'abandon trop rapide de certaines restrictions ne provoque pas des remous fâcheux dans l'économie générale et s'il ne contribue pas à créer un malaise plus grand que celui que l'on veut éviter.

Déjà l'an dernier, en examinant les budgets des exercices 1945 et 1946, nous disions, en réponse à ceux qui réclamaient avec force l'abrogation de toutes mesures restrictives : « le retour à la liberté doit se faire progressivement, à la faveur de conditions nouvelles solidement reprobées. »

La présence au Gouvernement actuel d'hommes qui, hier dans la minorité, avaient beau jeu de demander le retour à la liberté commerciale, fait naître les espoirs les plus grands chez ceux qui ne veulent plus de dirigisme économique et suscite chez ceux qui appréhendent le retour à la liberté totale tant que nos marchés ne sont pas abondamment fournis, les plus grandes appréhensions.

La présence dans la minorité actuelle d'hommes qui, hier, soutenaient entièrement ou partiellement la politique d'économie dirigée, donne lieu aussi à des espoirs et des craintes, mais dans des sens différents.

Quoi qu'il en soit, nous voulons croire à la sincérité des uns et des autres, et espérer, tant du côté gouvernemental que de celui de la minorité parlementaire, qu'il y aura commune volonté et conjugaison d'efforts pour dénouer, au profit de la nation tout entière, bien des situations difficiles.

Et aussi pour que, dans le pays, se développe un esprit de ferme vouloir de sortir victorieux de toutes nos difficultés.

IL FAUT INSTRUIRE LE PAYS SUR LA COMPLEXITÉ DES PROBLEMES DU RAVITAILLEMENT.

L'on comprend bien, qu'après une longue période de privations de toutes sortes et d'asservissement du goût et des préférences à une contrainte rigoureuse quant à la variété et au choix des produits alimentaires et vestimentaires, le grand public aspire à pouvoir satisfaire, à sa façon, tous ses besoins.

Il y a en cela un phénomène d'ordre à la fois physiologique et psychologique, qui se discute malaisément avec chaque individu pris isolément.

L'un en a assez du pain du ravitaillement et n'hésite pas à grever le budget familial pour se procurer du pain blanc et des produits de grosse pâtisserie.

Un autre désire ardemment un supplément de viande qu'il considère, à tort ou à raison, de tout premier choix plutôt que de constituer ce supplément par de la viande congelée ou de la viande de conserve.

Pour paraître plus élégant, le choix du consommateur se portera sur telle chaussure plus légère ou de fantaisie, d'un prix très élevé, plutôt que sur une bonne et solide chaussure d'un prix modeste.

En articles textiles, de confection ou de lingerie, c'est encore le sentiment de délivrance qui domine le consommateur.

Tout cela serait admissible si l'on se trouvait en période d'abondance ou même simplement normale. Mais on oublie beaucoup trop que nous sortons d'un cataclysme épouvantable, où des valeurs humaines et des trésors matériels et artistiques ont été bêtement détruits. On oublie trop aussi que, dans le monde bouleversé, il est des peuples qui ne disposent pas même pour leur ravitaillement de ce que nous dédaignons.

Et après cela l'on se plaint de ce que cela ne tourne pas rond; qu'il y a bien de tout dans les magasins et aux étalages, mais que tout cela est pour ceux qui ont le portefeuille bien garni. Nous comprenons ces propos amers.

Bien sûr, nous luttons pour que disparaissent les injustices sociales et pour que chacun dispose, en plus des moyens de satisfaire à ses besoins physiques et matériels, d'un large minimum de bien-être moral et intellectuel.

Mais encore faut-il songer que cela n'est possible qu'à la condition expresse que l'ensemble des revenus de la nation permette d'assurer tout d'abord un minimum de sécurité sociale.

Or, nous n'en sommes malheureusement pas encore là. La production dans certains secteurs n'est pas encore au niveau de ce que nous souhaitons qu'elle soit. Les charges créées par l'occupation et après la libération ont été acceptées pour garantir aux plus malheureux un niveau de vie convenable, mais ces charges constituent une lourde hypothèque pour le présent et pour l'avenir.

Sous peine d'aller au désastre, il faut viser à l'amortissement de ces charges.

L'on doit aussi veiller à relever le pays de ses ruines et quand nous disons le pays, nous songeons à la multitude de petits biens, mobiliers et immobiliers privés, aussi bien qu'à tout ce qui constitue l'appareil industriel et économique privé et public.

Pour retrouver l'indépendance dont tous les Belges étaient si fiers et nous soustraire — dans la mesure où l'interdépendance des nations le permet — à un état de subordination quelconque, il est indispensable de faire son devoir civique jusqu'au bout.

Sans aucun doute, les classes laborieuses ont fait preuve, depuis la libération, d'un large esprit de compréhension, mais elles éprouvent la sensation que le même esprit de compréhension sociale n'existe pas au même degré chez tous ceux qui possèdent les moyens de production, de circulation et de crédit.

Pourtant, et pour tout ce qui précède, nous ne devons pas laisser croire que les classes laborieuses sont les éternelles sacrifiées et laisser s'aggraver le risque d'atténuer leurs sentiments élevés de justice sociale, en exagérant certains griefs assez fondés par leur nature même et par les circonstances qui les suscitent.

Au contraire, il faut courageusement dire à ces classes laborieuses qu'elles tiennent en mains bien des solutions heureuses. L'abstention systématique de tout achat de produits dont le prix est visiblement trop élevé est un moyen efficace. Dans le passé, certains actes de boycottage concerté ont produit d'heureux résultats. L'association volontaire des consommateurs en vue de se répartir coopérativement ce dont ils ont besoin est capable aussi de donner de bons résultats.

Cela est d'autant plus possible dans les circonstances présentes, que le Gouvernement dispose ou peut disposer de produits et denrées alimentaires pouvant — question de goût mise de côté — assurer dans une certaine mesure le ravitaillement à meilleur compte de nos populations.

Mais pour cela, il est nécessaire que le consommateur comprenne, réfléchisse et agisse en conséquence.

Ceux de nos concitoyens qui ont l'occasion de se rendre à l'étranger, notamment en France, en Grande-Bretagne, en Suisse même, sont frappés par l'esprit de discipline qui règne dans ces pays et du civisme dont font preuve leurs populations en ce qui concerne leur ravitaillement.

M. le Ministre du Ravitaillement dispose d'un crédit pour l'information. Il nous est d'avis qu'en prenant comme thème de conférences, de communiqués à la presse et à la radio : la volonté et la compréhension du consommateur en matière de ravitaillement et d'en faire une large profusion dans tous les milieux, permettrait d'utiliser judicieusement le crédit alloué.

Après ces considérations d'ordre général, examinons le budget pour l'exercice 1947.

EXAMEN DES CHIFFRES DU BUDGET.

I. — Globalement, les crédits sollicités pour 1947 s'élèvent à fr. (y compris 205.000 francs faisant l'objet d'un amendement admis par la Chambre)	653.650.723
Les crédits accordés pour 1946 sont de fr.	2.249.995.514
D'où une diminution pour 1947 de fr.	1.596.344.791

La subdivision de ces sommes donne le tableau suivant :

	1947	1946	Diff. sur 1946
Dépenses ordinaires . fr.	7.889.599	4.864.384	+ 3.025.215
Dépenses exceptionnelles .	—	100.000	— 100.000
Dépenses résultant de la guerre	645.761.124	2.245.031.130	— 1.599.270.006
Ensemble fr.	653.650.723	2.249.995.514	— 1.596.344.791

II. — Il y a lieu, pour estimer l'importance de l'effort de l'Etat en matière de ravitaillement du pays, de reprendre ici la prévision de la part du Département dans le crédit de 5 milliards de francs porté à l'article 19 du budget du Ministère du Budget et destinée au paiement des subsides.

Pour l'exercice 1946, le Ministère du Ravitaillement disposait de 4.628.750.000 francs, savoir :

Crédits primitifs fr.	1.750.000.000
Crédits supplémentaires	1.380.000.000
Crédits de 1945 utilisés en 1946	1.498.750.000
Soit ensemble fr.	4.628.750.000

Au mois d'août, quand les chiffres provisionnels pour 1947 furent réunis, c'est le total qui fut trouvé pour faire face aux interventions prévues à cette époque et c'est ce chiffre que nous reprenons à titre purement indicatif

Soit en moins pour 1947 fr.	153.750.000
---------------------------------------	-------------

Malgré les diminutions importantes signalées ci-dessus, les crédits totaux mis à la disposition du Ministère du Ravitaillement s'élevaient encore à 5 milliards 128 millions 650 mille 723 francs (chiffre du budget du Ravitaillement plus celui repris en prévision du budget du Ministère du Budget).

Nous rappelons que le Gouvernement a décidé qu'une politique d'économie serait poursuivie dans l'exécution des budgets et l'on a cité un abattement forfaitaire de 10 % du montant des crédits alloués ou sollicités.

Il va de soi qu'un pourcentage uniforme de diminution de toutes les dépenses indistinctement ne peut être envisagé. Il est certain que des dépenses ne sont pas réductibles ni compressibles et, qu'au contraire, des crédits devront, par nécessité, être majorés.

Le Parlement sera prochainement appelé à se prononcer sur les réductions et les majorations des crédits figurant aux divers budgets pour 1947.

III. — Suivant la nature des dépenses, nous groupons les crédits dont il est question au paragraphe I ci-dessus :

	1947	1946	En + 1947
<i>1^o Dépenses de personnel :</i>			
a) ordinaires . . . fr.	6.342.800	3.070.450	3.272.350
b) résultant de la guerre .	262.555.150	160.350.650	102.204.500
Ensemble . . . fr.	268.897.950	163.421.100	+ 105.476.850
<i>2^o Dépenses de matériel :</i>			
			Diff. sur 1946
a) ordinaires . . . fr.	1.516.799	1.763.934	— 247.135
b) résultant de la guerre .	77.445.370	51.755.480	+ 25.689.890
Ensemble . . . fr.	78.962.169	53.519.414	+ 25.442.755
<i>3^o Dépenses diverses et exceptionnelles :</i>			
a) ordinaires . . . fr.	30.000	30.000	—
b) exceptionnelles . . .	—	100.000	— 100.000
c) résultant de la guerre .	305.760.604	273.100.000	+ 32.660.604
d) résultant exception . .	—	9.825.000	— 9.825.000
e) Intervention État . . .	—	1.750.000.000	— 1.750.000.000
Ensemble . . . fr.	305.790.604	2.033.055.000	— 1.727.264.396
Totaux généraux . fr.	653.650.723	2.249.995.514	— 1.596.344.791

Et ainsi les chiffres du paragraphe I sont seulement contrôlés.

IV. — L'augmentation des crédits pour dépenses de personnel, plus de 105 millions par rapport à l'exercice 1946, appelle quelques explications.

Les traitements nouveaux ont été appliqués et des modifications au cadre du personnel ont été apportées.

En annexe, nous publions le tableau comparatif de l'effectif du personnel du Ministère du Ravitaillement qui nous a été remis par la Comptabilité générale du Département. Il n'y a aucune comparaison à faire entre les nombres de ce tableau et ceux du tableau publié en notre rapport de l'an dernier.

Soulignons quatre chiffres qui témoignent bien de la volonté de réduire l'effectif dès que la situation le permet :

- 1^{er} mars 1945 — effectif : 13.736;
- 1^{er} mars 1946 — effectif : 7.716 (en moins 6.020 unités);
- 1^{er} janvier 1947 — effectif : 7.374 (en moins 342 unités);
- 1^{er} juillet 1947 — effectif : 6.190 (en moins 184 unités).

Du 1^{er} mars 1945 au 1^{er} juillet 1947, l'effectif sera donc diminué de 7.546 unités.

V. — L'augmentation des crédits pour dépenses de matériel est justifiée par l'incorporation des services administratifs de l'Administration de la Mobilisation des Produits agricoles dans le cadre central du Département, par le relèvement des prix d'impression, pour l'impression de timbres de rationnement, etc.

En plus de ce qui est dit plus haut pour ce qui concerne les interventions de l'Etat et dont le crédit est repris au budget du Ministère du Budget, notons que les dépenses probables pour l'exercice 1947 sont de :

1.636.825.070 francs pour les subventions allouées à l'occasion de la mobilisation de la récolte indigène, et

1.937 millions de francs au titre d'intervention du Trésor pour couvrir la différence entre les prix d'acquisition et les prix de cession des marchandises importées. — Pertes généralement quelconques résultant d'avaries, vols, pillages, etc. (page 36 du projet de loi budgétaire).

Nous renvoyons le lecteur au tableau publié dans le rapport de M. Detiège au nom de la Commission de la Chambre des Représentants (document n° 136, page 16) pour ce qui concerne les pertes et profits sur importations en provenance de la Mission Economique Belge et pour l'année 1946. Il y est question de plus de 2.408 millions.

L'on verra dans l'avenir que cette somme déjà importante est loin de la réalité. La Commission sénatoriale exprime le vœu de voir M. le Ministre du Ravitaillement veiller à ce que soient poussés très activement les travaux de facturation qui restent en suspens ainsi que ceux tendant à établir exactement le montant des diverses interventions de l'Etat.

Avant de procéder à l'examen de quelques postes importants du budget, qu'il nous soit permis de présenter quelques remarques au sujet des problèmes qui se posent à la bonne attention du Département. Et en tout premier lieu, celui de la distribution.

L'ENCOMBREMENT DE LA DISTRIBUTION.

Ce problème intéresse autant M. le Ministre du Ravitaillement que son honorable collègue des Affaires Economiques. Nous croyons même qu'actuellement, il intéresse plus le premier que le second, parce qu'il appartient au premier d'approvisionner suivant les règles admises tous les commerçants agréés.

Dans le principe, tous ceux qui étudient les grands problèmes économiques et sociaux qui se posent en notre pays comme partout ailleurs, sont d'accord pour dénoncer le trop grand nombre d'intermédiaires entre le producteur ou l'importateur et le consommateur.

Le mal n'est pas né d'hier; il existait bien longtemps déjà avant la guerre; il est devenu plus grave parce que de nombreuses personnes s'étant livrées au commerce clandestin sous l'occupation et même après la libération, ont jugé bon de régulariser leur position d'intermédiaire, parce que aussi des citoyens croient pouvoir trouver dans la profession de commerçant des moyens de vivre plus facilement, plus aisément que dans celle qu'ils pratiquaient il y a quelque temps.

Cette attraction qu'exerce la qualité de commerçant sur certains éléments des classes laborieuses, est constatée un peu partout, même dans des centres où il y a déjà pléthore de magasins.

Si l'encombrement de l'appareil de la distribution est déjà un mal en régime de liberté, à raison de ce que le trop grand nombre d'intermédiaires oblige ceux-ci à lutter âprement pour se maintenir, l'encombrement devient une nuisance en régime de réglementation ou de dirigisme.

En effet, la quantité de marchandises ou de denrées à répartir n'augmente pas à mesure que le nombre de distributeurs augmente. Au contraire, c'est le volume d'affaires de chacun qui diminue et c'est la gêne pour tous qui s'aggrave. C'est aussi l'entraînement logique vers le commerce illégal: il faut bien satisfaire et retenir la clientèle; il faut bien aussi se procurer des ressources que ne garantit pas à suffisance l'exercice de la distribution régulière.

Le recours au commerce « parallèle », comme disent les Français, donne naissance à ou renforce l'action des intermédiaires approvisionnant le marché noir. Les producteurs qui ne satisfont pas aux obligations de fournitures trouvent chez ces intermédiaires de précieux auxiliaires pour l'écoulement à haut prix des denrées qui sont détournées du circuit normal.

Le mal est si bien connu du Gouvernement qu'en juin 1946, il prenait un arrêté punissant « toute personne physique ou morale qui intervient dans la distribution des produits, matières, denrées, marchandises ou animaux et qui ne remplit pas, en ce qui concerne l'opération envisagée, une des conditions suivantes :

- a) s'approvisionner directement chez le producteur ou l'importateur;
- b) vendre directement au consommateur. »

Dans quelle mesure cette loi a-t-elle été appliquée? S'est-on préoccupé de connaître si, pratiquement, elle a pu empêcher le surnombre en matière de distribution?

L'encombrement du circuit de la distribution est incontestablement démontré par des chiffres officiels ou semi-officiels. Nous ne croyons pas inutile de parler dans ce rapport de l'inscription au Registre du commerce.

L'INSCRIPTION AU REGISTRE DU COMMERCE.

Il n'y a pas que les intermédiaires clandestins qui encombrent le secteur de la distribution, mais encore les intermédiaires habilités par le Gouvernement, en ce sens qu'il a permis leur immatriculation au Registre du Commerce.

Au Bulletin n° 18, Questions et Réponses, page 544, il est donné une statistique sur les inscriptions au Registre du Commerce, qui doit porter à la réflexion tous ceux qui s'intéressent au sort des classes artisanales et commerçantes.

A fin novembre 1944, il a été dénombré 752.646 personnes physiques ou morales immatriculées.

Le nombre des immatriculations a suivi depuis lors une courbe ascendante :

Quatre derniers mois de 1944 : 7.188, soit une moyenne mensuelle de 1.797;

Les douze mois de 1945 : 90.645, soit une moyenne mensuelle de 7.552;

Les neuf premiers mois de 1946 : 75.248, soit une moyenne mensuelle de 8.360.

Si l'on ajoute au nombre d'inscrits à fin novembre 1944, le nombre moyen mensuel des quatre derniers mois de la dite année, on obtient théoriquement le nombre de 754.444 au 31 décembre 1944.

La progression pendant l'année 1945 a passé 12 % du chiffre trouvé au 1^{er} janvier de l'année.

Et pour les neuf premiers mois de l'année 1946, l'accroissement est encore de près de 10 %.

Au total, depuis la libération et jusqu'au 30 septembre, il y a 173.081 inscriptions nouvelles au Registre du Commerce, soit un accroissement d'un peu plus d'un cinquième du nombre au début de la période envisagée.

Nous savons qu'il faut voir ces chiffres avec beaucoup de circonspection. Une inscription au Registre du Commerce ne veut pas dire un commerçant ou un artisan de plus. Il y a lieu aussi de tenir compte du nombre des cessations de commerce non déclarées et de celui des radiations régulières.

Malgré toutes ces réserves, il n'en demeure pas moins vrai que le nombre de personnes habilitées légalement pour exercer la profession de commerçant s'accroît démesurément et dangereusement.

N'avons-nous pas lu, naguère, dans certains journaux, une quantité d'offres d'inscription au Registre du Commerce contre paiement de fortes sommes. Non contents de pouvoir spéculer sur des objets de consommation, des gens sans scrupules spéculent sur l'accession à un droit qui devrait être exclusivement réservé à des citoyens offrant des garanties suffisantes pour l'exercice de ce droit.

Présentement, n'importe qui peut se présenter au Greffe du Tribunal de Commerce et y requérir son immatriculation, puis, en se conformant aux lois et arrêtés concernant la police du commerce, ouvrir boutique et solliciter du Ministère du Ravitaillement le contingent de premier approvisionnement.

Cela n'arrange pas les affaires, car plus grand est le nombre de distributeurs de produits contingentés ou réglementés, plus grandes sont les difficultés de contrôle sur les stocks et sur les prix.

Il serait temps que le Gouvernement songe à une révision sérieuse de la loi sur le Registre du Commerce.

Après avoir vu la question de l'encombrement de la distribution d'un point de vue très général, il convient de la voir de quelques points de vue plus particuliers.

LE COMMERCE EN GROS DU BEURRE

Ce n'est pas seulement dans l'ensemble des activités économiques que l'on constate une augmentation pléthorique du nombre des intermédiaires. Mais, dans certains secteurs, la situation, sous ce rapport, est vraiment catastrophique.

Connaissant, comme chacun d'ailleurs, la petite quantité de beurre mise chaque mois à la disposition des habitants, nous avons voulu connaître le nombre de marchands en gros assurant la répartition de cette denrée entre les détaillants.

Nous ne sommes pas renseigné sur ce point pour la fin de l'année 1939. Mais la réponse de M. le Ministre du Ravitaillement (Bulletin n° 10, Questions et Réponses, 1946-1947) nous donne les renseignements très édifiants à cet égard.

Fin décembre 1940, le nombre de grossistes est de 129. Ce nombre est inchangé à fin 1941 et passe à 143 à la fin de l'année 1942. L'année suivante, il est de 156 et à la veille de la libération, en 1944, le nombre de grossistes est de 159.

L'on peut assurer que cet effectif à l'échelon de grossiste suffisait à la tâche de répartition. La distribution aux habitants ne laissait pas plus à désirer sous l'occupation qu'après la libération.

Or, les dispositions limitant le nombre de grossistes ont été rapportées. Des facilités plus grandes ont été données pour obtenir la qualité de grossiste en beurre. A fin décembre 1945, le nombre de ceux-ci est passé à 943, soit plus de sept fois celui de 1940 !

Et pas un kilo de beurre de plus au marché régulier !

Malgré cette pléthore, on a estimé, au Ministère du Ravitaillement, que ce n'était pas suffisant, car à fin décembre dernier, le nombre de grossistes agréés est d'environ 1.250, ou près de dix fois le chiffre de 1940.

Tout contrôle sérieux et efficace devient, dans ces conditions, impossible. L'on peut présumer que ces intermédiaires au stade commerce de gros, cherchent par tous moyens à s'assurer un revenu convenable.

Le consommateur ne gagne rien à cela et l'économie du pays en est perturbée.

LES INTERMÉDIAIRES DANS LE COMMERCE DES VIANDES.

Il serait vraiment intéressant de connaître le nombre de détaillants dans ce secteur pour les périodes reprises au chapitre ci-dessus. Dans les milieux considérés comme bien informés, l'on estime qu'il y a en Belgique 5.000 boucheries et charcuteries en trop. Quel gaspillage encore dans cette partie du domaine de la distribution ! Et en régime d'économie dirigée, quelles difficultés à surmonter pour l'organisation d'un contrôle nécessaire !

Si l'on juge par l'importance des rations journalières de viande attribuées à nos populations depuis 1940, on se rend compte tout de suite de l'impossibilité matérielle dans laquelle se trouve le boucher-charcutier de vivre avec le profit du commerce régulier.

Voici les moyennes journalières de la ration de viande depuis 1940 :

90 grammes en 1940, c'est à peu près les huit dixièmes de la consommation belge d'avant-guerre. Cette ration ne s'est pas maintenue : elle tombe à 36 grammes par jour en 1941, puis à 29 grammes en 1942 ou moins du tiers de la ration de 1940.

Elle se trouve encore réduite : 24 grammes de moyenne pour les années 1943 et 1944, mais remonte à 31 grammes en 1945, puis atteint 77 grammes en 1946.

Si l'on applique la ration de 1940 ou celle de 1946 à un débit boucherie-charcuterie ayant une clientèle de 500 rations à servir, on obtient respectivement

un débit hebdomadaire de 308 kilos et de 266 kilos. Mais combien de bouchers sont dans ce cas? Plus nombreux sont les bouchers-charcutiers qui n'ont que 250 rations à servir, alors ici c'est un débit hebdomadaire de 150 kilos et de 133 kilos pour les années 1940 et 1946.

Si l'on prend la ration moyenne des années 1941 à 1945 inclus, soit environ 30 grammes, l'on obtient dans les deux hypothèses de clientèle de 500 et 250, respectivement un débit hebdomadaire de 100 kilos et 50 kilos.

Pratiquement, il n'est pas possible de vivre avec pareil débit et d'autant moins que les prix de vente sont limités et la marge bénéficiaire relativement modeste.

Que se passe-t-il alors dans pareilles conditions? Le boucher-charcutier sait qu'une partie de sa clientèle désire acheter un supplément de viande au prix fort. Par ailleurs, il sait qu'à l'échelon supérieur, il y a pas mal de gens qui peuvent lui fournir ce supplément. Et il suppose le supplément de profit que la vente au commerce parallèle peut lui assurer, mais il considère aussi le risque de l'opération. Il n'hésite pourtant pas à organiser la vente illégale et se couvre largement pour tous les ennuis et pour toutes les amendes qui peuvent lui être appliquées au cas où il serait pris en contravention.

Le mal s'aggrave du fait que, du côté du producteur, on s'habitue à cette idée qu'une bête non livrée au ravitaillement légal trouvera certainement acquéreur et lui sera payée à prix fort. La déformation de l'esprit sain sous ce rapport est telle qu'un jour, dans une réunion de fermiers, nous avons entendu cette remarque affligeante : j'ai vendu dernièrement au marché noir une bête qui, au prix du marché noir de l'an dernier, m'aurait rapporté x milliers de francs de profit supplémentaire ! Et ce fermier de regretter la baisse au marché noir.

Le mal s'aggrave aussi du fait que des licences ont été accordées par le Département à des personnes qui, sous l'occupation, s'étaient livrées au commerce clandestin de viandes, mais qui n'ont aucune qualification professionnelle.

La facilité avec laquelle on a accordé de nouvelles et nombreuses licences témoigne, ici encore, du désir de rendre la profession accessible à n'importe qui, du rétablissement de la liberté commerciale et de laisser jouer la libre concurrence donnant lieu, il faut le souligner, à la lutte féroce que se livrent les concurrents pour se maintenir dans le rang.

Un troisième fait, très grave, selon nous, découle de cet état de choses. C'est que l'attrait des gros bénéfices développe d'une façon effrayante la fraude sur une grande échelle. Combien d'abatages clandestins avec apposition d'estampilles fausses? Combien d'abatages dit « de nécessité » au profit de distributeurs peu scrupuleux et, en tout cas, peu disposés à observer les lois et arrêtés de la police du commerce des viandes? Combien de transports de bêtes destinées à un centre de répartition légale sont dévoyés vers des centres de distribution illégale?

L'on a parlé de l'action des services de contrôle pour éviter ces fraudes, mais nous ne sommes pas rassurés sur l'efficacité des mesures appliquées, tant sont nombreux les cas d'infraction dûment constatés qui sont restés sans suite.

Il nous est avis que M. le Ministre devrait revoir la question de la réglementation en matière de distribution des viandes avec des personnes de la profession, parfaitement connues pour leur honorabilité et leur sentiment d'attachement à l'exercice honnête d'une activité commerciale des plus importantes.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE RAVITAILLEMENT.

Cette politique a fait l'objet de discussions dans tous les milieux sociaux et notamment à la Chambre des Représentants.

M. le Premier Ministre, dans sa déclaration aux Chambres, dit :

« Il y aurait aussi lieu peut-être de faire une distinction nette entre les problèmes de politique économique immédiats et ceux à plus longue échéance.

» Dans l'immédiat, ce sont toujours les prix et salaires qui dominent la situation. Il n'est question de « lâcher » ni les uns ni les autres.

» En ce qui concerne la réglementation actuelle des prix, le Gouvernement voudrait cependant limiter ses interventions, ce qui les rendra d'ailleurs plus efficaces ».

Désireux de connaître mieux les intentions du Gouvernement à ce sujet, nous avons invité M. le Ministre du Ravitaillement à venir exposer ses vues devant la Commission.

Avec un empressement auquel nous tenons à rendre hommage, M. le Ministre s'est rendu à notre invitation. Il a donné tout d'abord des renseignements très précis à propos d'une affaire d'importation de viande dont on a fait grand état dans certains milieux. Il a fourni ensuite toutes indications précieuses sur les accords intervenus entre les pays importateurs de vivres ou de matières premières et la Grande-Bretagne et répondu aux multiples questions posées relativement à l'approvisionnement de notre pays, notamment en blé, sucre, viande, matières grasses, aliments pour bétail. Il a particulièrement insisté sur l'avantage incontestable pour notre pays à résulter de l'accord intervenu entre l'Angleterre et la Belgique. La question des exportations a aussi été soulevée et l'assurance a été donnée que les licences d'exportation ne seraient délivrées qu'après avoir constaté que le marché intérieur est suffisamment approvisionné et que l'on veillerait à ce que les prix intérieurs n'aient pas tendance à monter au niveau des prix obtenus à l'exportation.

Pour ce qui est des prix, il y a lieu d'observer que le régime des prix maxima subsiste toujours pour certains produits, mais qu'il y a tendance vers le régime du prix normal.

L'avis du rapporteur est qu'il faut bien s'entendre sur la notion du prix normal. S'agit-il d'appliquer au prix d'une période de référence un coefficient quelconque ? Ou bien de procéder à un contrôle sévère du prix de revient à la production ou à l'importation et de déterminer le plus exactement possible les frais de distribution et la marge bénéficiaire brute ?

Il y a tant de facteurs nouveaux qui interviennent maintenant dans la formation du prix de vente que nous sommes portés à dire que le Département doit réunir tous les concours pouvant trouver à cet important problème une solution satisfaisante pour tous.

Et nous pensons que M. le Ministre devrait revoir, du côté des Commissions régulatrices des prix (centrales et régionales), s'il n'y a pas chose utile à faire pour que leur travail soit plus fructueux.

Des membres de la Commission n'ont pas manqué de signaler la hausse excessive des légumes et des pommes de terre, de la viande et de fruits importés, hausse considérée comme la conséquence de la liberté tempérée rendue au commerce de ces articles.

Il leur fut répondu que, pour les légumes, il y a toujours et en tout temps, plusieurs régimes de prix. Ceux-ci sont toujours très élevés au début de la saison; ils diminuent à mesure que la récolte augmente; ils restent à peu près stationnaires toute une période; puis reviennent les prix plus élevés à mesure que la saison avance.

Pour ce qui est du prix des pommes de terre, l'on ne doit pas perdre de vue qu'à l'approche de la période des pommes de terre hâtives, le prix des anciennes augmente naturellement. En effet, il y a perte de poids par dissécatation, il y a les gâtées et les jets qu'il faut enlever; enfin, il y a l'intérêt sur le capital immobilisé pendant plusieurs mois.

Il n'empêche que ces augmentations, même si elles sont motivées raisonnablement, ont une répercussion sur l'exécution du budget familial. Ce n'est pas sans raison que les classes laborieuses, dont les rémunérations restent fixées, déclarent que le pouvoir d'achat du salaire diminue et réclament ainsi une adaptation de ces rémunérations.

Il est inutile d'insister sur l'absolue nécessité de légiférer dans le sens de l'établissement d'un équilibre aussi parfait que possible entre prix et salaires.

Les travailleurs organisés n'ont pas cessé de réclamer que cet équilibre soit assuré, persuadés qu'ils sont que ce n'est pas tant le salaire nominal qui compte mais bien son pouvoir d'achat.

L'OPINION DE LA COMMISSION DE LA CHAMBRE SUR LE MINISTÈRE DU RAVITAILLEMENT.

Pour se faire une opinion sur la politique du Ministère du Ravitaillement, il importe de se dégager de certaines contingences de milieu et d'être attentifs à ce que l'on en dit dans les différents secteurs.

C'est ce que nous faisons en reprenant les points essentiels qui ont été la base de discussions au sein de la Commission de la Chambre. Voici ces points :

1^o Maintien du Ministère du Ravitaillement ou son rattachement au Ministère de l'Agriculture;

2^o Le Département accorde une attention trop grande à la consommation et pas assez grande à la production;

3^o La question du plan de culture;

4^o L'accroissement de la production;

5^o Les importations;

6^o Le problème de la distribution;

7^o Les prix de certaines denrées alimentaires;

8^o La réglementation des subsides et des interventions;

9^o Les subsides pour le maintien des prix;

10^o Inspection et contrôle;

11^o Information de la population.

Sans aucun doute, des questions reprises ci-dessus ont bien mieux leur place dans la discussion des budgets du Ministère des Affaires Economiques ou de celui de l'Agriculture ou même de la politique générale du Gouvernement.

Mais il y a tant de points de contact entre ces questions qui se rapportent toutes incontestablement à l'approvisionnement du pays et au ravitaillement de ses habitants qu'il est presque impossible d'étudier un problème relevant spécifiquement du Ministère du Ravitaillement sans déborder de suite, si l'on désire être informé objectivement, sur d'autres départements ministériels.

Ainsi pour la production agricole indigène, n'est-il pas exact que les plans de rendement et de fourniture sont élaborés par l'un, que les prix en sont fixés par l'autre et que le plan de rationnement est déterminé par un troisième.

Nous n'ignorons point qu'il y a coordination et collaboration entre les différents départements, mais que de retards sont constatés dans les solutions qui souvent devraient être prises et appliquées dans le minimum de temps pour être vraiment efficaces !

Il eut été, peut-être, plus convenable de n'avoir qu'un seul Ministère pour s'occuper de l'approvisionnement du pays et du ravitaillement des habitants, avec des départements spéciaux bien outillés et dotés d'un personnel de direction de qualité.

Il en a été décidé autrement et nous avons, malgré tout, le sentiment que les différents Ministères font, chacun dans leur sphère d'action, l'impossible dans l'intérêt général de notre pays.

Nous avons rapproché des points cités plus haut les réponses du Département reproduites en annexe au document n° 136 et ce rapprochement nous a suggéré les remarques et les conclusions produites dans les pages qui précèdent.

Nous examinons maintenant quelques articles du budget.

LES PUBLICATIONS DU DÉPARTEMENT. — L'INFORMATION.

L'article 28 porte : *Publications effectuées par le Département : photos, films, dessins, documents de propagande, autres objets démonstratifs, etc.*, 500.000 francs. Au budget de 1945 et de 1946, le crédit figurait sous le numéro 29, respectivement pour 1 million et 500.000 francs. Dans le rapport de la Commission de la Chambre, page 39, le Département donne la justification du crédit de 1945. Nous admettons qu'au moment de l'élaboration du budget, chaque service soit appelé à donner l'estimation de la dépense pour l'exécution de son programme. Mais une fois le crédit accordé, il faudrait veiller à la réalisation du programme adopté. Or, aux développements du projet de budget pour 1947, nous lisons, page 32, article 28 : « Dépenses probables pour 1945 : 148.760 fr. »

Il nous paraît que le Département, dans sa réponse à la 23^e question posée par la Commission de la Chambre, aurait dû indiquer en regard de chaque poste la somme exactement dépensée ou engagée.

Si même les crédits sollicités n'ont qu'une valeur indicative, nous pensons qu'ils devraient tendre vers l'exactitude. Nous sommes loin du crédit alloué pour 1945 et nous ignorons de quelle façon il a été utilisé.

Au surplus, si le Département estime qu'en 1947 il lui faut 500.000 francs pour l'objet sous revue, n'est-il pas indiqué que le législateur soit mis au courant de ce qui a été effectivement fait ou décidé pour épuiser le crédit alloué pour 1946 ?

Dans les temps où nous vivons, il y a le plus grand intérêt à ce que la population soit très parfaitement informée et que son éducation soit entreprise d'une façon objective et systématique.

Plusieurs membres de la Commission ont appuyé vigoureusement notre point de vue en ce qui concerne l'information des consommateurs et l'un d'eux a insisté sur l'intérêt que présenterait pour les ménagères la publication de « recettes » pour l'utilisation judicieuse de certaines conserves de viande ou de poisson.

Messieurs les fonctionnaires du Cabinet de M. le Ministre nous ont promis le détail, pour 1945 et pour 1946, des crédits alloués, des dépenses faites ou engagées.

Nous ne manquerons pas de communiquer ces renseignements à la Haute Assemblée lors de la discussion générale du budget (1).

AVANCES DES COMMUNES POUR FRAIS D'INSTALLATION DES BUREAUX.

Liquidation au profit des communes des sommes qui leur reviennent. — Article 32 : 400.000 francs.

L'an dernier, nous questionnions M. le Ministre du Ravitaillement au sujet du remboursement aux administrations communales des sommes payées par elles pour frais d'installation de bureaux : article 33, 800.000 francs, contre 600.000 francs en 1945. Nous insistions pour que la liquidation se fasse dans le plus court délai.

Au budget pour 1947, le crédit sollicité est de 400.000 francs et aux développements nous lisons que les dépenses probables pour 1945 s'élèvent à 540.270 francs.

Nous croyons devoir renouveler nos questions de l'an dernier relativement à l'état des sommes restant dues et au délai endéans lequel ces sommes seront payées.

M. le Ministre du Ravitaillement n'ignore point dans quel marasme se trouvent les finances communales. Il devrait veiller à ce que les administrations communales rentrent dans leurs fonds. Alors que des crédits lui sont alloués, les communes sont forcées, par cette carence de l'Etat, à contracter des emprunts provisoires.

Il n'y a pas que les frais d'installation et d'hébergement des bureaux, mais le paiement du personnel attaché à ces bureaux. C'est encore une avance que les communes doivent faire à l'Etat. Nous connaissons une commune qui est ainsi créancière pour une somme de plus de 300.000 francs, compte de 1946. Et l'avance se poursuit pour les six premiers mois de 1947.

Nous ne savons pas à quel article du budget doit être imputé le remboursement de ces avances. M. le Ministre voudra bien nous le dire et donner quelque précision quant à la liquidation.

Nous donnons en annexe les renseignements à propos de cet article 32.

Notre critique, en ce qui concerne le remboursement des sommes payées au personnel, s'adresse au Ministère de l'Intérieur. Nous ne manquerons pas de la lui faire.

Articles 35 et 36. — Allocation destinée : 1^o à compenser la suppression des recettes que l'ancienne Corporation nationale de l'Agriculture et de l'Alimentation était autorisée à percevoir pour couvrir ses charges administratives et qui n'ont pas été maintenues au profit de la Direction générale de la Mobilisation des Produits agricoles, dotée de l'autonomie financière provisoire en application de l'arrêté-loi du 8 novembre 1944; 2^o à subvenir aux frais occa-

(1) Voir annexe.

sionnés par le Collège des liquidateurs de la Corporation nationale de l'Agriculture et de l'Alimentation (application des arrêtés des 18 septembre et 22 décembre 1944).

Au budget de 1945, article 36, figurent les crédits de 228 millions pour le 1^o et de 22 millions pour le 2^o; au budget pour 1946, article 36, respectivement 268 millions et 5 millions, et au budget pour 1947, 260 millions 606.604 francs pour le poste n° 1^o et 15 millions 54.000 francs pour le poste n° 2^o.

Aux développements, nous lisons, page 34, que le crédit alloué pour l'exercice 1946 est de 255.995.400 francs et que la différence, soit 17.004.600 francs, est reprise sous l'article 36, avec la mention « Allocation destinée à couvrir les dépenses administratives de l'Office commercial du Ravitaillement » (application de l'arrêté-loi du 25 janvier 1945). Le crédit pour 1947 est de 30 millions.

Pour ce qui est de l'article 35, il est encore signalé, page 34, que les dépenses probables pour l'exercice 1945 sont évaluées à 426.553.509 francs.

Dans notre précédent rapport (annexe, 3^e question), nous demandions à M. le Ministre : 1^o de bien vouloir nous faire remettre l'état des recettes et dépenses pour 1945 du Service de la Direction générale de la Mobilisation; 2^o de renseigner à propos du contrôle exercé par le Ministère sur les travaux du Collège des liquidateurs de la C.N.A.A.

Notre Commission considère que ces questions sont toujours pertinentes.

Le Parlement doit être largement informé sur ces points. Il ne s'agit pas ici de reprendre tout ce qui se dit à propos de la C.N.A.A., mais le Gouvernement a le devoir d'éclairer l'opinion publique en ce qui concerne la liquidation de cette entreprise, dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle a poursuivi avec l'accord et l'aide de l'occupant la transformation de nos institutions nationales et qu'elle visait l'intégration de notre pays dans l'ordre nouveau rêvé par une nation étrangère.

La justification des augmentations de 1947, donnée aux pages 44 et 45, renforce notre sentiment que la Commission doit connaître le mouvement des comptes auxquels se rapportent les crédits repris sous les articles 35 et 36.

En attendant ces renseignements, nous croyons reproduire ici la note nous remise très obligeamment par la Comptabilité générale du Département :

« Le Service de liquidation de l'ex-C.N.A.A., rattaché actuellement au Ministère des Finances, communique qu'aucun dédommagement n'a été payé jusqu'à présent à des personnes ou organismes injustement lésés par la réglementation édictée par la C.N.A.A.

» En vertu de l'article 5 de l'arrêté-loi pris à Londres le 5 mai 1944 (*Moniteur* du 1^{er} septembre 1944), « des recours judiciaires ou administratifs seront »
 » ouverts aux personnes injustement lésées par les actes visés aux alinéas qui
 » précèdent dans les conditions et suivant les modalités qui seront fixées par
 » le Roi statuant par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres. »

» Un arrêté du Régent du 30 octobre 1945 (*Moniteur* du 9 novembre 1945) a institué une Commission d'étude des recours judiciaires et administratifs, prévus par l'article 5 de l'arrêté-loi précité.

» Jusqu'à présent, aucun texte légal n'a consacré le principe énoncé ci-avant. »

La question de voir mettre au point le dispositif légal et juridique est de grande importance. En effet, un inventaire approximatif des affaires à solutionner fixe à 1 milliard 500 millions de francs les éléments d'actif, tandis que les éléments du passif seraient de l'ordre de 782 millions.

Quant au mouvement du nombre des affaires introduites, il est impressionnant : fin décembre 1945, environ 5.000, pour atteindre environ 12.000 fin septembre 1946. A cette dernière date, un peu plus de 3.000 dossiers ont reçu une solution définitive.

Quels sont ces chiffres à ce moment ?

Quelles sont les dispositions arrêtées par le Gouvernement pour permettre à la Commission instituée par l'arrêté du 30 octobre 1945 de poursuivre activement ses travaux ?

(Voir annexe.)

* * *

Le budget examiné a été voté par la Chambre par 88 voix contre 83.

Il a fait l'objet de discussions au cours de trois réunions de votre Commission. Nous remercions bien volontiers M. le Ministre et ceux de ses collaborateurs qui ont bien voulu se rendre à nos invitations et répondre à nos demandes de renseignements.

La lecture de ce rapport a suscité quelques remarques et réserves de plusieurs membres.

Toutefois, après explications et commentaires du rapporteur et aussi après quelques changements quant à la forme, le rapport a été adopté à l'unanimité des membres présents.

Le projet de loi portant budget du Ministère du Ravitaillement pour l'exercice 1947 est approuvé par 9 voix et 3 abstentions. La Commission prie la Haute Assemblée de le voter tel qu'il lui est présenté.

Le Rapporteur,
FRANÇOIS LOGEN.

Le Président,
ARNOLD BOULANGER.

ANNEXE 1.

EFFECTIF DU DÉPARTEMENT.

Nous complétons le tableau publié dans le rapport de la Commission de la Chambre d'après les indications de la Comptabilité générale du Département.

	1/11/44	1/3/45	1/3/46	1/1/47	1/7/47
1. Administration de la Mobilisation des Produits agricoles	12.290	9.293	4.683	3.449	3.254
2. Inspection générale du Ravitaillement	2.131	2.843	2.399	2.458	2.051
3. Commis communaux du Ravitaillement	1.164	794	9	—	—
4. Services centraux	595	806	625	1.467	885
Ensemble	16.180	13.736	7.716	7.374	6.190
Réduction par rapport au chiffre précédent	—	2.444	6.020	342	1.184
Diminution totale			9.990		

Observations et remarques.

1° Au 2 septembre 1944, l'Administration des services de contrôle, dont les attributions ont été reprises à la libération par l'Inspection générale du Ravitaillement, comptait 5.772 agents.

2° L'augmentation (1.467 - 625 = 842) au 1^{er} janvier 1947 (4^e colonne) de l'effectif des services centraux est due :

a) à la reprise par ces derniers, à la date du 1^{er} juillet 1946, du personnel des services centraux de l'Administration de la Mobilisation des Produits agricoles;

b) au remaniement, au 1^{er} septembre 1946, des services provinciaux du Ravitaillement dépendant du Ministère de l'Intérieur, services qui ont été repris dans les effectifs des services centraux du Ministère du Ravitaillement.

3° Avant le 1^{er} septembre 1946, ces services provinciaux comptaient un effectif de 800 agents et actuellement ils ne comportent plus que 325 unités.

4° Si l'on déduit de l'effectif du 1^{er} juillet 1947 des services centraux (885) le nombre actuel d'agents des services provinciaux (325), il reste 560 agents, soit donc 35 unités de moins qu'au 1^{er} novembre 1944 (595).

ANNEXE 2.

Article 28. — Publications effectuées par le Département : photos, films, dessins, documents de propagande et autres objets démonstratifs, etc.

Dépenses de l'exercice 1946 fr. 328.659,15
comprenant principalement le coût de la confection des affiches :

« Ne gaspillez pas le pain » 89.977,05

« Une assurance pour l'hiver » (contrats de pommes de terre) 79.496,10

des films et copies des films :

« Voulez-vous »

« Où en est notre ravitaillement » 134.843,20

Remarque du rapporteur.

Eu égard à l'importance de la mission du Département et à la multitude des critiques articulées contre les services du Ravitaillement, nous regrettons que l'information du grand public se soit bornée à deux affiches et deux films.

ANNEXE 3.
—

Article 32. — Paiement d'allocations forfaitaires en dédommagement des frais occasionnés du chef d'hébergement des bureaux cantonaux de l'Inspection générale du Ravitaillement.

Dépenses afférentes à 1945 fr. 437.335,35

Dépenses afférentes à 1946 effectuées à ce jour 291.559,50

Les déclarations de créances sont mises en liquidation sans aucun retard et au fur et à mesure de leur introduction par les administrations communales.

Les paiements s'effectuent au crédit du compte B, ouvert aux communes intéressées auprès du Crédit Communal de Belgique.

Remarque du rapporteur.

Il est donc possible aux administrations communales que la chose concerne de rentrer rapidement dans leurs fonds.

Le remboursement des sommes payées pour la rémunération du personnel des bureaux locaux ou cantonaux est à demander au Ministère de l'Intérieur. Celui-ci devrait faire preuve du même empressement que le Ministère du Ravitaillement pour dédommager les communes.

Article 36. — Frais administratifs de l'Administration de la Mobilisation des Produits agricoles.

La situation financière pour les exercices 1945 et 1946 se présente comme suit :

Excédent bénéficiaire des résultats budgétaires de l'ex-C.N.A.A. au 1 ^{er} janvier 1945 fr.	220.789.894,69
Recettes propres de 1945	128.729.135,99
Intervention du Trésor : article 36, 1945	250.000.000,00
<hr/>	
Total des recettes pour 1945 fr.	599.519.030,68
Dépenses de l'exercice 1945	451.969.466,49
<hr/>	
Solde à nouveau au 31 décembre 1945	147.549.564,19
Recettes propres de 1946 fr.	14.224.491,07
Intervention du Trésor ; article 36, 1946	273.000.000,00
Crédits supplémentaires demandés pour 1946	85.400.000,00
<hr/>	
Total des recettes fr.	520.174.055,26
Dépenses de l'exercice 1946.	352.151.247,51
<hr/>	
Solde à nouveau au 31 décembre 1946 fr.	168.022.807,75
Les créances irrécouvrables sont estimées à fr.	113.190.110,85.
Le reliquat bénéficiaire provenant de l'ex-C.N.A.A. est donc estimé provisoirement à fr.	54.832.696,90.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1946-1947.

COMMISSIEVERGADERING VAN 4 JUNI 1947.

Verslag uit naam van de Commissie van Ravitaillering belast met het onderzoek van het Wetsontwerp houdende de Begroting van het Ministerie van Ravitaillering voor het dienstjaar 1947.

(Zie de n^{rs} 4-XIII, 136, 142, 204, 206 (zitting 1946-1947) en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 25, 26 en 27 Februari 1947; 107 (zitting 1946-1947) van de Senaat.)

Aanwezig : de hh. BOULANGER, voorzitter; Graaf d'ASPREMONT-LYNDEN, Mevt. DEGEER-ADÈRE, de hh. DE NAUW, DE SMEDT (R.), DURAY, LAURENS, LEDOUX, MONDELAERS, MULLIE, PETIT, VERGEYLEN en LOGEN, verslaggever.

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

De begroting van het Ministerie van Ravitaillering die wij moeten onderzoeken, werd door de vorige Regering, onder voorzitterschap van de geachte h. Huysmans, ingediend.

Het ontwerp van begrotingswet was getekend door de h. Lalmand, Minister van het Departement, en medeondertekend door de h. Vauthier, Minister van Financiën, en de h. Merlot, Minister van Begroting.

Na de indiening van het begrotingsontwerp, is een nieuwe Regering tot stand gekomen, onder voorzitterschap van de h. P.-H. Spaak.

De liberale en communistische partijen zijn er niet meer in vertegenwoordigd.

Al werd de Regering in haar politieke samenstelling gewijzigd, de begroting zelf heeft geen verandering ondergaan. Inderdaad, de vraagstukken waarop men oplossingen moet vinden zijn steeds dezelfde gebleven, welke ook de regeringsformatie zij.

En nochtans blijkt wel dat de oogmerken van de tegenwoordige Regering op het gebied van bevoorrading van het land en -voedselvoorziening van zijn inwoners, niet meer geheel gelijk zijn aan die van de vorige Regering.

De h. Eerste-Minister zegt in de Regeringsverklaring : « Indien de Regering de economische politiek die zij verlangt te volgen, vergeleken met die van haar voorgangers, in een volzin moet samenvatten, zou ze zeggen : zelfde doeleinden, afwijkende methoden — en zij zou de verantwoording dezer formules vinden in de evolutie van 's lands toestand. »

In de tegenwoordige omstandigheden denkt er niemand aan zich vast te klampen aan strenge regelen die verantwoord zijn wanneer het land tekort heeft aan al wat nodig is om weer in het leven te komen, maar die ondraaglijk, ja zelfs onuitstaanbaar worden, wanneer blijkt dat de toestand opnieuw normaal wordt.

En nochtans is het wel toegelaten zich af te vragen of het al te spoedig prijsgeven van sommige beperkingen in de algemene economie van het land geen nadelige stromingen teweegbrengt en of het er niet toe bijdraagt een groter malaise te scheppen dan die men wil vermijden.

Verleden jaar reeds, bij het onderzoek van de begrotingen der dienstjaren 1945 en 1946, zegden wij, als antwoord aan hen die met klem de opheffing van alle beperkingsmaatregelen eisten : « de terugkeer naar de vrijheid moet geleidelijk geschieden, onder begunstiging van degelijk beproefde nieuwe voorwaarden ».

De aanwezigheid, in de tegenwoordige Regering, van mannen die, gisteren, in de minderheid, het spel vrij hadden om de terugkeer naar de handelsvrijheid te vragen, doet de stoutste hoop ontstaan bij hen die van geen geleide economie willen weten, en wakt bij hen die de terugkeer tot de totale vrijheid vrezen; zolang onze markten niet in overvloed bevoorrad worden, de grootste ongerustheid.

De aanwezigheid, in de tegenwoordige minderheid, van mannen die, gisteren nog, geheel of gedeeltelijk de politiek van geleide economie steunden, baart ook hoop en vrees, maar in verschillende richtingen.

Wat er ook van zij, wij willen geloven aan de oprechtheid van de enen en de anderen en hopen, zowel van de zijde van de Regering als van die van de parlementaire minderheid, dat er gemeenschappelijke wil en samenbandeling van krachten zal bestaan, om ten bate van de ganse natie, heel wat moeilijke toestanden te ontknopen.

En ook opdat in het land zich een geest van sterke vastberadenheid ontwikkelde om zegevierend uit onze moeilijkheden te geraken.

HET LAND MOET INGELICHT WORDEN OVER DE IN GEWIKKELDE AARD VAN DE VRAAGSTUKKEN DER VOEDSELVOORZIENING.

Men begrijpt heel wel dat, na een langdurig tijdperk van allerlei ontberingen en het ondergeschikt maken van de smaak en van de voorkeur aan en strenge dwang, wat de verscheidenheid en de keuze der voedings en kledingsproducten betreft, de verzuchtingen van het groot publiek er op gericht zijn al de behoeften op eigen wijze te kunnen voldoen.

Daarin ligt een verschijnsel van physiologische en tevens psychologische aard, dat moeilijk met elke enkeling, afzonderlijk genomen, te bespreken is.

De ene heeft genoeg van het rantsoenbrood en aarzelt niet de huishouding te bezwaren om zich wit brood en grof banketgebak aan te schaffen.

Een andere heeft een vurig verlangen naar een toemaatje van vlees dat hij, terecht of ten onrechte, van heel prima kwaliteit beschouwt, veeleer dan dat toemaatje te laten bestaan uit bevroren vlees of uit ingemaakt vlees.

Om eleganter voor te komen, zal de keuze van de verbruiker naar een bepaald lichter of modieuzer schoeisel gaan, dat zeer duur is, dan naar een goede en stevige schoen van lage prijs.

Wat de textiel- of confectieartikelen of het ondergoed betreft, is het nog het gevoel van bevrijding dat de verbruiker beheerst.

Dit alles zou aan te nemen zijn, indien wij ons in een tijd van overvloed of zelfs eenvoudig in normale tijd bevonden. Maar, men vergeet maar al te vaak dat wij pas uit een verschrikkelijke ramp getreden zijn, waar menselijke waarden en kunst- en stoffelijke schatten dom vernield werden. Men vergeet ook te zeer dat er in de omgewoelde wereld, volken zijn die voor hun ravitaillering zelfs niet beschikken over wat wij versmaden.

En daarna komt men er over klagen dat het niet gesmeerd loopt; dat er wel van alles wat in de winkels en in de uitstalramen ligt, maar dat al die dingen zijn voor degenen die een welgevulde beurs bezitten. Wij begrijpen die bittere woorden.

Wel zeker, wij strijden opdat de maatschappelijke onrechtvaardigheden zouden verdwijnen en opdat elkeen, benevens de middelen om zijn lichamelijke en materiële behoeften te voldoen, over een ruim minimum van moreel en geestelijk welzijn beschikke.

Maar dan nog moet er aan gedacht worden dat dit slechts mogelijk is onder de uitdrukkelijke voorwaarde dat de gezamenlijke inkomsten van de Natie toelaten vooreerst een minimum van welzijn en van maatschappelijke zekerheid te verschaffen.

Welnu, zover zijn wij ongelukkig nog niet. De productie is in bepaalde afdelingen nog niet op het peil van hetgeen wij verlangen dat zij weze. De door de bezetting en na de bevrijding ontstane lasten werden aanvaard om aan de minst bemiddelden een behoorlijk levenspeil te verzekeren, maar die lasten vormen een zware hypotheek voor het heden en voor de toekomst.

Op gevaar naar een ramp heen te spoeden, moeten wij ons de aflossing van die lasten tot doel stellen.

Wij moeten er ook voor zorgen het land uit zijn puinen herop te bouwen, en wanneer wij zeggen het land dan denken wij aan de menigte van kleine roerende en onroerende, particuliere goederen, evenzeer als aan hetgeen het economisch en industrieel particulier en openbaar apparaat vormt.

Om de onafhankelijkheid terug te vinden waar op alle Belgen zoo trots waren en ons -- in de mate waarin de onderlinge afhankelijkheid van de Naties het toelaat -- te onttrekken aan een staat van ondergeschiktheid, is het noodzakelijk zijn burgerplichten tot het einde te vervullen.

Zonder twijfel, de arbeidersstand heeft sedert de bevrijding blijk gegeven van een ruime geest van begrip, maar hij heeft de gewaarwording dat dezelfde geest van sociaal begrijpen niet in dezelfde mate bestaat bij hen die de productie-, verkeers- en kredietmiddelen bezitten.

Nochtans, en wegens al het vorenaangehaalde, moeten wij niet laten geloven dat de werkende klassen de eeuwige slachtoffers zijn en het gevaar nog groter laten worden dat hun verheven gevoelens van sociale rechtvaardigheid zouden verzwakken door overdrijving van sommige grieven die, door de aard zelf er van en door de omstandigheden die ze wekken, enigszins gegrond zijn.

Integendeel, wij moeten de moed hebben aan die arbeidersklassen te zeggen dat zij heel wat gelukkiger oplossingen in handen hebben. Het stelselmatig onthouden van elke aankoop van producten waarvan de prijs klaarblijkelijk te hoog is, is een doelmatig middel. In het verleden hebben zekere daden van in overleg doorgevoerd boycot, gelukkige resultaten opgeleverd. De vrijwillige vereniging van de verbruikers om op coöperatieve grondslag onder elkaar alles te verdelen, waaraan zij behoefte hebben, is ook bij machte om tot goede uitslagen te leiden.

Dit is in de tegenwoordige omstandigheden des te meer mogelijk daar de Regering beschikt of kan beschikken over voedingsproducten en waren, die — kwestie van smaak ter zijde gelaten — in een zekere mate de voedselvoorziening van onze bevolking beterkoop kan verzekeren.

Maar daarom is het nodig dat de verbruiker begrijpe, nadenke, en consequent handele.

Degenen onder onze medeburgers die de gelegenheid hebben zich naar het buitenland te begeven, inzonderheid naar Frankrijk, naar Groot-Brittannië, naar Zwitserland zelfs, worden getroffen door de geest van tucht die in deze landen heerst en van de burgerzin waarvan hun bevolking op het stuk van voorziening van levensmiddelen en andere behoeften blijk geeft.

De h. Minister van Ravitaillering beschikt over een krediet voor de voorlichting. Het is onze mening dat, door als thema van voordrachten, van mededelingen aan de pers en aan de radio te nemen : de wil en het begrip van de verbruiker ter zake van bevoorrading, en die onderwerpen, in alle kringen, op ruime schaal, te verspreiden, het zou mogelijk zijn het toegekende krediet oordeelkundig te gebruiken.

Laten wij, na deze beschouwingen van algemene aard, de begroting voor het dienstjaar 1947 onderzoeken.

ONDERZOEK VAN DE BEGROTINGSCIJFERS

I. — Globaal belopen de voor 1947 gevraagde kredieten (inclusief 205.000 frank die het voorwerp van een door de Kamer goedgekeurd amendement uitmaken) fr. 653.650.723

De voor 1946 verleende kredieten belopen 2.249.995.514

waaruit volgt een vermindering voor 1947 ten bedrage van fr. 1.596.344.791

De onderverdeling van die sommen geeft de navolgende tabel :

	1947	1946	Vershil op 1946.
Gewone uitgaven	7.889.599	4.864.384	+ 3.025.215
Uitzonderingsuitgaven . .	—	100.000	— 100.000
Uitgaven tengevolge van de oorlog	645.761.124	2.245.031.130	—1.599.270.006
Te zamen	653.650.723	2.249.995.514	—1.596.344.791

II. — Om zich een beeld te vormen van de omvang van de inspanning van de Staat ter zake van 's lands ravitaillering, moet hier gewag gemaakt worden van de raming van het aandeel van het Departement in het krediet van 5 milliard frank, vermeld in artikel 19 van de begroting van het Ministerie van Begroting, dat bestemd is voor de uitkering van de subsidiën.

Voor het dienstjaar 1946, beschikte de Minister van het Departement over 4 628.750.000 frank, zegge :

oorspronkelijke kredieten	fr.	1.750.000.000
bijkomende kredieten		1.380.000.000
kredieten van 1945 in 1946 gebruikt		1.498.750.000
Zegge te zamen	fr.	4.628.750.000

In de maand Augustus, toen de provisionele cijfers voor 1947 samengevoegd werden, is dit het totaal dat gevonden werd ter bekostiging van de toentertijd voorziene bemoeiingen en het is dat cijfer dat wij als loutere aanduiding vermelden

Zegge in min voor 1947. fr. 153.750.000

Ondanks de hierboven aangehaalde belangrijke verminderingen, belopen de ter beschikking van de Minister van Ravitaillering gestelde totale kredieten nog 5 milliard 128 miljoen 650 duizend 723 frank (cijfer van de Begroting van Ravitaillering, vermeerderd met dat vermeld in de ramingen van de begroting van het Ministerie van Begroting).

Wij herinneren er aan dat de Regering beslist heeft dat een bezuinigingspolitiek zou nagestreefd worden in de uitvoering van de begrotingen, en men heeft als dusdanig vermeld een verlaging ineens met 10 % van het bedrag der toegevoegen of gevraagde kredieten.

Het spreekt vanzelf dat een gelijkmatig percentage van vermindering van al de uitgaven zonder onderscheid niet kan voorzien worden. Zeker is dat sommige uitgaven niet verminderbaar noch beperkbaar zijn, en dat, daarentegen, zekere kredieten uit noodzakelijkheid zullen kunnen verhoogd worden.

Aan het Parlement zal eerlang gevraagd worden uitspraak te doen over de verminderingen en de verhogingen van de in de verschillende begrotingen voor 1947 voorkomende kredieten.

III. — Wij groeperen de kredieten waarvan sprake in vorenstaande § 1 volgens de aard van de uitgaven.

1 ^o <i>Personeelsuitgaven</i> :	1947	1946	En + 1947
a) gewone	fr. 6.342.800	3.070.450	3.272.350
b) ten gevolge van de oorlog.	262.555.150	160.350.650	102.204.500
Te zamen.	fr. 268.897.950	163.421.100	+ 105.476.850
2 ^o <i>Uitgaven voor materieel</i> :			Vershil op 1946
a) gewone.	fr. 1.516.799	1.763.934	— 247.135
b) ten gevolge van de oorlog	77.445.370	51.755.480	+ 25.689.890
Te zamen.	78.962.169	53.519.414	+ 25.442.755
3 ^o <i>Allerhande en uitzonderlijke uitgaven</i> :			
a) gewone.	fr. 30.000	30.000	—
b) uitzonderlijke	—	100.000	— 100.000
c) ten gevolge van de oorlog.	305.760.604	273.100.000	+ 32.660.604
d) uitzonderlijk	—	9.825.000	— 9.825.000
e) Staatsbemoeiing	—	1.750.000.000	— 1.750.000.000
Te zamen.	fr. 305.790.604	2.033.055.000	— 1.727.264.396
Algemene totalen . fr.	605.650.723	2.249.995.514	— 1.596.344.791

En zo zijn slechts de cijfers van de paragraaf 1 gecontroleerd.

IV. — De verhoging van de kredieten voor personeelsuitgaven, meer dan 105 millioen tegenover het dienstjaar 1946, vergt enige verklaring.

De nieuwe wedden werden toegepast en wijzigingen in het kader van het personeel ingevoerd.

Als bijlage geven wij de vergelijkende tabel van de getalsterkte van het personeel van het Ministerie van Ravitaillering, die ons door de Algemene Comptabiliteit van het Departement werd verstrekt. Een vergelijking tussen de getallen van die tabel en die van de in ons verslag van verleden jaar verschenen tabel, gaat niet op.

Laten wij vier cijfers onderstrepen, die wel getuigen van de wil om de getalsterkte te verminderen, zodra de toestand het mogelijk maakt :

- 1 Maart 1945 — getalsterkte : 13.736;
- 1 Maart 1946 — getalsterkte : 7.716 (6.020 minder);
- 1 Januari 1947 — getalsterkte : 7.374 (342 minder);
- 1 Juli 1947 — getalsterkte : 6.190 (184 minder).

Van 1 Maart 1945 tot 1 Juli 1947, zal de personeelssterkte dus met 7.546 eenheden verminderd zijn.

V.— De verhoging van de kredieten voor uitgaven voor materieel is verantwoord door de opnemng van de administratieve diensten van het Bestuur voor de Mobilisatie van de Landbouwproducten in het centraal kader van het Departement, door de verhoging van de drukkosten voor het drukken van rantsoenzegels, enz.

Benevens hetgeen hierboven gezegd wordt wat de bemoeiingen van de Staat betreft en waarvan het krediet in de begroting van het Ministerie van Begroting voorkomt, noteren wij dat de vermoedelijke uitgaven voor het dienstjaar 1945 bedragen :

1.636 825.070 frank voor de subsidiën toegekend ter gelegenheid van de mobilisatie van de inlandse oogst en

1.937 millioen uit hoofde van bemoeiing van de Schatkist tot dekking van het verschil tussen de aanschaffingsprijs en de verkoopprijs van de ingevoerde koopwaren. — Allerlei verlies ten gevolge van beschadigingen, diefstal, plundering, enz. (blz. 36 van het ontwerp van begrotingswet).

Wij verwijzen de lezer naar de tabel verschenen in het verslag van de h. Detiège namens de Commissie van de Kamer der Volksvertegenwoordigers (Gedr. St. 136, blz. 16), wat betreft de winsten en verliezen op ingevoerde koopwaren, welke van de Belgische Economische Zending voortkomen en wat dienstjaar 1946 aangaat. Er is daarin sprake van 2.408 millioen.

Men zal in de toekomst zien dat die belangrijke som nog ver van de werkelijkheid staat. De Commissie van de Senaat drukt de wens uit dat de Minister van Ravitaillering er zou voor zorgen dat de nog niet voltooide werkzaamheden van facturering, alsmede de werkzaamheden om het bedrag van de verscheidene Staatsbemoeiingen met nauwkeurigheid op te maken, ten zeerste zouden bespoedigd worden.

Alvorens tot het onderzoek van enkele belangrijke posten van de begroting over te gaan, zij het ons toegelaten enkele opmerkingen in te brengen betreffende de vraagstukken die de volle aandacht van het Departement vergen. En in de allereerste plaats het vraagstuk der distributie.

OVERBEVOLKING IN HET DISTRIBUTIEBEDRIJF

Dit vraagstuk is evenzeer van belang voor de Minister van Ravitaillering als voor zijn geachte collega van Economische Zaken. Wij geloven zelfs dat het tegenwoordig meer de eerste dan de tweede aanbelangt, omdat het op de eerste rust al de erkende handelaars volgens de aangenomen regelen van voorraden te voorzien.

In beginsel zijn al degenen, die studie maken van de grote economische en sociale vraagstukken die zich in ons land zoals overal elders stellen, het eens om het te groot aantal tussenpersonen tussen de producent of de importeur en de verbruiker aan te klagen.

Het euvel dagtekent niet van gisteren; het bestond reeds lang vóór de oorlog; het is ernstiger geworden omdat talrijke personen die, tijdens de bezetting en zelfs na de bevrijding, aan smokkelhandel gedaan hebben, het raadzaam geoordeeld hebben hun positie van tussenhandelaar te regulariseren, ook omdat Staatsburgers in het beroep van handelaar menen middelen te vinden om gemakkelijker te leven, gemakkelijker dan in het beroep dat zij enkele tijd geleden nog beoefenden.

Die aantrekkingskracht van de hoedanigheid van handelaar op sommige elementen uit de arbeidersklasse wordt zowat overal vastgesteld, zelfs in de centra waar de winkels reeds overtalrijk zijn.

Zo de overbevolking in het distributiestel al een kwaad is in tijden van vrijheid, doordat het te groot aantal tussenpersonen dezen verplichten tegen elkaar een vinnige strijd te voeren om zich in stand te houden, wordt het in tijden van reglementering of geleide economie een schadelijk verschijnsel.

Inderdaad, de hoeveelheid te verdelen koopwaren of eetwaren stijgt niet naarmate het aantal verdelers stijgt. Integendeel, de omzet van elkeen vermindert en voor allen wordt de nood groter. Ook ontstaat de logische afleiding naar ongeoorloofde handel: de cliënteel moet wel voldaan en vastgehouden worden; men moet zich ook de geldmiddelen verschaffen welke de uitoefening van de regelmatige distributie niet in voldoende mate waarborgt.

De toevlucht tot « evenwijdige » handel, zoals de Fransen het noemen, geeft aanleiding tot of versterkt de actie van de tussenpersonen die de zwarte handel bevoorraden. De producenten die hun leveringsplicht niet nakomen, vinden bij die tussenpersonen zeer gewilde hulp voor het aan de man brengen, tegen hoge prijzen, van eetwaren die uit de normale omloop afgeleid worden.

Het kwaad is bij de Regering zo goed gekend dat zij in Juni 1946 een besluit trof waarbij gestraft werd « elke natuurlijke of rechtspersoon die optreedt in de verdeling van producten, grondstoffen, koopwaren of dieren en die, wat de in beschouwing genomen verrichting betreft, geen van onderstaande voorwaarden vervult :

- a) zich rechtstreeks bevoorraden bij de producent of de invoerder;
- b) rechtstreeks verkopen aan de verbruiker. »

In welke mate werd die wet toegepast? Heeft men er zich om bekommerd te weten of zij in de practijk de overtaligheid in het distributiebedrijf heeft kunnen beletten?

De overbevolking in de distributieketen wordt onbetwistbaar aangetoond door officiële of semi-officiële cijfers. Wij achten het niet ondienstig in dit verslag over de inschrijving in het handelsregister te spreken.

INSCHRIJVING IN HET HANDELSREGISTER

De sector van de verdeling wordt niet alleen overstelpt door onwettige tussenpersonen, maar ook door de van Regeringswege gemachtigde tussenpersonen in dien zin, dat dezen zich in het handelsregister hebben mogen laten opnemen. In het Bulletin n^r 18 van Vragen en Antwoorden, blz. 544, wordt een statistiek gegeven over de inschrijvingen in het Handelsregister, die allen tot nadenken moet stemmen, die belang stellen in het lot van ambachtslieden en handelaars.

Op het einde van November 1944, waren er 752.646 natuurlijke of rechtspersonen ingeschreven. Het aantal inschrijvingen heeft sedertdien een stijgende lijn gevolgd.

De vier laatste maanden van 1944 : 7.188 of gemiddeld per maand : 1.797;

De twaalf maanden van 1945 : 90.645 of gemiddeld per maand : 7.552;

De negen eerste maanden van 1946 : 75.248 of gemiddeld per maand : 8.360.

Als men bij het aantal ingeschrevenen op het einde van November 1944 het maandelijks gemiddelde voegt van de vier laatste maanden van dat jaar bereikt men theoretisch het aantal 754.444 op 31 December 1944.

De toeneming in het jaar 1945 dus meer dan 12 % hoger staat dan het cijfer, dat op 1 Januari van het jaar gevonden was.

En voor de negen eerste maanden van het jaar 1946 is de aanwas nogmaals nagenoeg 10 %.

In totaal zijn er sedert de bevrijding tot 30 September 173.081 nieuwe inschrijvingen in het Handelsregister geweest, dit is een toeneming met meer dan één vijfde van het aantal in het begin van de beschouwde periode.

Wij weten dat deze cijfers met omzichtigheid moeten behandeld worden. Elke inschrijving in het handelsregister betekent niet telkens een handelaar of een ambachtsman meer. Er valt ook rekening te houden met het aantal niet aangegeven winkelsluitingen en met het aantal regelmatige doorhalingen.

In weerwil hiervan blijft het waar dat het aantal wettig gemachtigde personen voor de uitoefening van het beroep van handelaar buitenmatig en gevaarlijk aan het stijgen is.

Hebben wij indertijd in sommige bladen niet een aantal aanbiedingen voor een inschrijving in het Handelsregister zien staan, tegen betaling van hoge sommen. Gewetenloze kerels, die niet tevreden zijn, dat zij op verbruiksgoederen kunnen speculeren, gaan ook speculeren op het genot van een recht, dat alleen zou mogen verleend worden aan burgers, die voldoende waarborgen bieden voor de uitoefening van dat recht. Thans kan eenieder zich aanmelden op de griffie van de rechtbank van koophandel en vragen om te worden ingeschreven, daarna met inachtneming van de wetten en besluiten betreffende de handelsgpolitie, een handelszaak openen en bij het Ministerie van Ravitaillering het eerste contingent koopwaren aanvragen.

Zo gaan de zaken echter niet op, want hoe meer verdelers van gecontingenteerde of gereglementeerde goederen, hoe moeilijker de contrôle op voorraden en prijzen.

Het is tijd dat de Regering gaat denken om een ernstige herziening van de wet op het Handelsregister.

Na de kwestie van de overbevolking in de sector van de verdeling uit een algemeen standpunt te hebben gezien, past het dat wij een aantal bijzondere punten er van in overweging nemen.

DE GROOTHANDEL IN BOTER

Niet alleen in de gezamenlijke takken van de economie valt een bovenmatige toeneming van het aantal tussenpersonen waar te nemen. Maar in sommige sectoren is de toestand in dat opzicht waarlijk catastrophaal.

Daar wij, even goed als wie ook, weten hoe weinig boter elke maand ter beschikking gesteld wordt van de inwoners, hebben wij willen vernemen hoeveel groothandelaars instaan voor de verdeling van de boter onder de detaillisten.

Voor het einde van 1939 hebben wij daaromtrent geen gegevens. Het antwoord van de h. Minister van Ravitaillering (Bulletin n^r 10, Vragen en Antwoorden, 1946-1947) geeft ons daaromtrent stichtende inlichtingen.

Op het einde van December 1940 bedroeg het aantal grossiers 129. Op het einde van 1941 is dat aantal nog onveranderd, doch stijgt tot 143 op het einde van 1942. Het volgende jaar zijn er 156 groothandelaars en juist vóór de bevrijding in 1944, waren er 159.

Men kan gerust aannemen dat dit aantal grossiers volstond voor de taak van de verdeling. De verdeling onder de inwoners liet onder de bezetting niet meer te wensen over dan na de bevrijding.

De bepalingen tot beperking van het aantal grossiers werden echter ingetrokken. Het was voortaan gemakkelijker om de hoedanigheid van boter-grossier te verkrijgen. Op het einde van December 1945, bedraagt hun aantal reeds 943, zijnde meer dan zeven maal zoveel als in 1940!

En geen kilogram boter méér op de regelmatige markt!

Op het Ministerie van Ravitaillering werd geoordeeld, dat het, in weerwil van deze overvloed, nog niet voldoende was, want op het einde van December jongstleden, bedroeg het aantal erkende grossiers ongeveer 1.250, of nagenoeg tien maal het cijfer van 1940.

Onder dergelijke omstandigheden wordt elke ernstige en doeltreffende contrôle onmogelijk. Men kan gissen, dat deze tussenpersonen in het stadium van de groothandel door alle middelen een behoorlijk inkomen zoeken te verkrijgen.

De verbruiker heeft daarbij niets te winnen en de economie van het land wordt er door verstoord.

DE TUSSENPERSONEN IN DE VLEESHANDEL

Het zou werkelijk interessant zijn het aantal kleinhandelaars in deze sector te kennen voor de tijdvakken in vorenstaand hoofdstuk vermeld. In de als goed ingelicht beschouwde kringen is men van oordeel dat er in België vijf duizend vleeshouwerijen en spekslagerijen te veel zijn. Welke verspilling nogmaals in dit gedeelte van het distributiegebied! En in een stelsel van geleide economie, wat al moeilijkheden te overwinnen voor de inrichting van een noodzakelijke contrôle!

Beschouwt men de belangrijkheid van de dagelijkse rantsoenen sinds 1940 aan onze bevolking toegekend, dan ziet men onmiddellijk in dat het voor de vleeshouwer-spekslager materieel onmogelijk is te leven met de winst opgeleverd door de regelmatige handel.

Hierna volgen de dagelijkse gemiddelden van het vleesrantsoen sinds 1940 :

90 gram in 1940, d.i. ongeveer acht tiende van het Belgisch verbruik van vóór de oorlog. Dit rantsoen bleef niet behouden : het werd verminderd tot 36 gram per dag in 1941, daarna tot 29 gram in 1942, of minder dan een derde van het rantsoen van 1940.

Het werd nadien nog verminderd : 24 gram gemiddeld voor de jaren 1943 en 1944, doch werd verhoogd tot 31 gram in 1945 en tot 77 gram in 1946.

Past men het rantsoen van 1940 of dat van 1946 toe op een vleeshouwerij-spekslagerij met een cliëntele van 500 te bedelen rantsoenen, dan bekomt men onderscheidenlijk een wekelijkse omzet van 308 kilogram en 266 kilogram. Doch hoeveel beenhouwers zijn in dit geval? Talrijker zijn de beenhouwers-spekslagers die slechts 250 rantsoenen te bedelen hebben; in dit geval bedraagt de wekelijkse omzet 150 kilogram en 133 kilogram voor de jaren 1940 en 1946.

Neemt men het gemiddeld rantsoen van de jaren 1941 tot en met 1945, dit is ongeveer 30 gram, dan bekomt men in de twee veronderstellingen (500 klanten en 250 klanten) onderscheidenlijk een wekelijkse omzet van 100 kilogram en 50 kilogram.

Practisch is het niet mogelijk met dergelijke omzet te leven, des te minder dat de verkoopprijzen beperkt werden en de winstmarge betrekkelijk gering is.

Wat gebeurt er dan onder dergelijke omstandigheden? De vleeshouwer-spekslager weet dat een gedeelte van zijn cliëntele een extra-hoeveelheid vlees wenst te kopen tegen de hoge prijs. Voor het overige weet hij dat er, op de hogere trap, tal van mensen zijn die hem die extra-hoeveelheid kunnen verschaffen. En hij berekent de extra-winst die hij uit de verkoop op de zwarte markt kan halen, doch hij beschouwt eveneens het risico van de verrichting. Hij aarzelt evenwel niet om de onwettelijke verkoop in te richten en dekt zich ruimschoots voor alle onaangenaamheden en alle geldboeten die op hem kunnen toegepast worden in geval hij op een overtreding wordt betrapt.

Het kwaad verergert door het feit dat de producent zich gewent aan de gedachte dat een dier dat aan de wettelijke ravitaillering niet wordt geleverd, zeker een afnemer zal vinden en hem tegen hoge prijs zal betaald worden. De vervorming van de gezonde geest in dit opzicht is zodanig dat wij eens, op een vergadering van pachters, deze bedroevende opmerking hebben gehoord : « Ik heb laatst op de zwarte markt een dier verkocht, dat, tegen de zwarte-marktprijs van verleden jaar, mij X duizend frank meer winst zou opgeleverd hebben! » En die pachter betreurde de prijsdaling op de zwarte markt.

Het kwaad neemt ook toe door het feit dat vergunningen door het Departement verleend werden aan personen die tijdens de bezetting aan sluikhandel in vlees gedaan hadden doch geen enkele vakkennis bezitten.

Het gemak waarmede men nieuwe en talrijke vergunningen heeft toegestaan, getuigt eens te meer van het verlangen om het beroep toegankelijk te maken voor om het even wie, om de handelsvrijheid te herstellen en om de vrije mededinging opnieuw te laten gelden, welke — zulks dient onderstreept — aanleiding geeft tot de verbitterde strijd die de mededingers tegen elkaar leveren niet uitgeschakeld te worden.

Een derde feit, zeer ernstig volgens ons, vloeit voort uit die stand van zaken. Het verlangen naar grove winsten ontwikkelt op schrikwekkende wijze de sluikhandel op grote schaal. Hoeveel sluikslachtingen geschieden er, waarbij valse stempels worden aangebracht? Hoeveel zogenaamde « noodslachtingen » ten

gunste van verdelers die weinig gewetensvol zijn en in elk geval weinig geneigd om de wetten en besluiten van de politie van de vleeshandel na te leven? Hoeveel transporten van dieren bestemd voor een wettelijk verdelingscentrum, worden afgeleid naar onwettelijke verdelingscentra?

Men heeft gesproken over de werking van de Contrôlediensten om die sluikhandel te vermijden, doch wij zijn niet gerustgesteld over de doeltreffendheid van de toegepaste maatregelen, zo talrijk zijn de gevallen van inbreuk die behoorlijk vastgesteld werden en toch zonder gevolg gebleven zijn.

Wij zijn van mening dat de h. Minister de kwestie van de reglementering in zake de vleesdistributie zou moeten herzien met personen van het beroep, volkomen bekend voor hun eerbaarheid en hun verknochtheid aan de eerlijke uitoefening van een van de belangrijkste handelsbedrijvigheden.

POLITIEK VAN DE REGERING IN ZAKE RAVITAILLERING

Deze politiek was het voorwerp van besprekingen in alle sociale kringen en onder meer in de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

De h. Eerste-Minister zegde in zijn verklaring aan de Kamers :

« Het ware misschien eveneens geboden een onderscheid te maken tussen vraagstukken betreffende de economische politiek, die onmiddellijk dienen opgelost en diegene die tot later kunnen verschoven worden.

» Voor het onmiddellijke, beheersen de prijzen en lonen nog steeds de toestand. Er is geen sprake van, de teugels los te laten, noch voor de prijzen noch voor de lonen.

» Wat aangaat de momentele reglementering der prijzen, zou de Regering echter haar bemoeingen willen beperken, om het systeem dan ook doeltreffend te maken. »

Ten einde beter de bedoelingen van de Regering daaromtrent te kennen, hebben wij de h. Minister van Ravitaillering verzocht zijn bedoelingen voor de Commissie te komen uiteenzetten.

Met een bereidwilligheid, waaraan wij gaarne hulde brengen, is de h. Minister op ons verzoek ingegaan. Hij heeft vooreerst zeer duidelijke inlichtingen verstrekt betreffende een zaak van invoer van vlees, die in sommige kringen veel stof heeft doen opwaaien. Hij heeft vervolgens alle nuttige aanduidingen gegeven over akkoorden die getroffen werden tussen de landen die levensmiddelen of grondstoffen invoeren en Groot-Brittannië en hij heeft geantwoord op talrijke vragen, die gesteld werden aangaande de bevoorrading van ons land, namelijk in graan, suiker, vlees, vetstoffen, veevoeder. Hij heeft bijzonder de nadruk gelegd op het onbetwistbaar voordeel dat voor ons land moet voortvloeien uit het akkoord dat ontstaan is tussen Engeland en België. Het vraagstuk van de uitvoer werd ook opgeworpen en de verzekering werd gegeven dat de uitvoervergunningen slechts afgeleverd zouden worden na vastgesteld te hebben dat de binnenlandse markt voldoende bevoorrad is en dat men er voor zou waken dat de binnenlandse prijzen niet de strekking zouden hebben te stijgen tot het peil van de prijzen die voor de uitvoer verkregen worden.

Voor wat de prijzen betreft, is het aangewezen op te merken dat het regime der maximum-prijzen immer voortduurt voor sommige producten, doch dat er een neiging is naar het regime van de normale prijs.

Het is de mening van de verslaggever dat het van belang is juist te weten wat onder het begrip normale prijs dient begrepen. Betreft het een bepaalde coëfficiënt

toe te passen op een referentie-tijdperk? Ofwel over te gaan tot een strenge contrôle van de kostende prijs bij de voortbrengst of bij de invoer en zo juist mogelijk de kosten van verdeling en de bruto-winstmarge te bepalen?

Er zijn zoveel nieuwe factoren, die zich thans doen gelden voor de bepaling van de verkoopprijs, dat wij geneigd zijn te zeggen, dat het Departement alle mogelijke medewerking moet inwinnen om voor dit belangrijk vraagstuk een oplossing te vinden, die elkeen bevredigt.

Wij menen dan ook dat de h. Minister opnieuw zou moeten onderzoeken bij de Prijsregelende Commissies (centrale en gewestelijke), of er niets zou te doen zijn om hun werk doelmatiger te maken.

Leden van de Commissie hebben niet nagelaten te wijzen op de overdreven prijsverhoging van de groenten en aardappelen, van vlees en ingevoerde vruchten, prijsverhoging die beschouwd wordt als het gevolg van de getemperde vrijheid die aan de handel in die artikelen opnieuw wordt gelaten.

Er werd hun geantwoord dat voor de groenten er steeds en te allen tijde verschillende prijsstelsels geweest zijn. De prijzen zijn steeds zeer hoog bij het begin van het seizoen; zij dalen naargelang de oogst toeneemt; zij blijven bijna stationnair gedurende een periode; daarna keren de hogere prijzen terug, naargelang het seizoen vordert.

Wat de prijs der aardappelen betreft, mag niet uit het oog verloren worden dat bij het naderen van de periode der vroege aardappelen, de prijs der oude natuurlijkerwijze stijgt. Immers ze verliezen aan gewicht door uitdroging, ze bederven gedeeltelijk, ze moeten ontspruit worden, ten slotte is er de interest van een maandenlang vastgelegd kapitaal.

Zulks neemt niet weg, dat deze prijsverhogingen, ook al zijn ze redelijk verantwoord, van invloed zijn op de uitvoering van de gezinsbegroting. Het is niet zonder reden, dat de arbeidende klassen, waarvan de bezoldigingen op hetzelfde peil blijven, verklaren, dat de koopkracht van hun loon vermindert, en dat zij een aanpassing van die bezoldigingen vragen.

Het is nodeloos de nadruk te leggen op de volstreckte noodzakelijkheid om wetgevend op te treden in de zin van het tot stand brengen van een zo volmaakt mogelijk evenwicht tussen prijzen en lonen.

De georganiseerde arbeiders hebben zonder ophouden gevraagd, dat dit evenwicht in stand zou gehouden worden, in de overtuiging, dat het niet zodanig het nominaal loon is, dat telt, maar wel de koopkracht van het loon.

DE MENING VAN DE KAMERCOMMISSIE OVER HET MINISTERIE VAN RAVITAILLERING

Om zich een beeld te vormen van de politiek van het Ministerie van Ravitaillering, moet men zich losmaken uit zekere banden van het milieu, en aandachtig nagaan wat er over gezegd wordt in de verschillende sectoren. Dit doen wij bij het overnemen van de voornaamste punten, die ten grondslag gelegen hebben aan de besprekingen in de Kamercommissie. Hier volgen deze punten :

1^o Handhaving van het Ministerie van Ravitaillering of verbinding er van aan het Ministerie van Landbouw;

2^o Het Departement wijdt te veel aandacht aan het verbruik en niet genoeg aan de voortbrenging;

3^o Het vraagstuk van het teeltplan;

- 4^o De opvoering van de productie;
- 5^o De invoer;
- 6^o Het vraagstuk van de verdeling;
- 7^o De prijs van sommige voedingswaren;
- 8^o De regeling van subsidies en bijdragen;
- 9^o De subsidies ter handhaving van de prijzen;
- 10^o Inspectie en contrôle;
- 11^o Voorlichting van de bevolking.

Weliswaar zouden de bovenstaande kwesties beter op hun plaats geweest zijn in de bespreking van de begrotingen van het Ministerie van Economische Zaken of van het Ministerie van Landbouw of zelfs van de algemene regeringspolitiek.

Maar tussen deze kwesties zijn er zoveel punten van aanraking, die onbetwistbaar verband houden met de bevoorrading van het land en met de voedselvoorziening van de inwoners, dat het bijna onmogelijk is een studie te maken van een vraagstuk, dat specifiek behoort tot het Ministerie van Ravitaillering, zonder al dadelijk op het terrein te komen van andere ministeriële departementen, althans indien men objectief voorgelicht wenst te worden.

Aldus is het voor de binnenlandse landbouwproducten niet juist dat de plannen van rendement en van levering worden opgemaakt door het een, dat de prijzen er van worden vastgesteld door een ander en dat het rantsoeneringsplan bepaald wordt door een derde.

Het is ons niet onbekend, dat tussen de verschillende departementen coördinatie en samenwerking is, maar wat al vertraging blijkt er te bestaan in de oplossingen, welke vaak binnen een minimum van tijd zouden moeten worden gevonden en toegepast worden, om waarlijk doeltreffend te zijn !

Het ware misschien beter geweest, slechts één ministerie te bezitten voor de bevoorrading van het land en de voedselvoorziening van de inwoners met speciale, goed toegeruste departementen en een hoogstaand leidinggevend personeel.

Er is anders over beschikt, doch wij zijn niettegenstaande alles van gevoelen, dat de verschillende ministeries elk in zijn werkingssfeer, het onmogelijke doen om het landsbelang te dienen.

Wij hebben aan bovengenoemde punten de in de bijlage tot stuk n^r 136 verschenen, antwoorden van het Departement getoetst, wat ons geleid heeft tot de opmerkingen en de besluiten in de voorgaande bladzijden.

Thans willen wij enkele artikelen van de begroting van naderbij onderzoeken.

DE PUBLICATIES VAN HET DEPARTEMENT. — DE VOORLICHTING

Artikel 28 vermeldt : *Publicaties van het Bestuur : photo's, films, tekeningen, propaganda-materieel en andere demonstratievoorwerpen, enz.*, 500.000 frank. Op de begroting van 1945 en 1946, kwam het krediet voor onder n^r 29, onderscheidenlijk voor 1 miljoen en 500.000 frank. In het verslag van de Commissie van de Kamer, bladzijde 39, geeft het Departement de verantwoording voor het krediet van 1945. Wij nemen aan dat bij het opmaken van de begroting aan elke dienst gevraagd wordt de raming te geven van de uitgaven nodig voor de uitvoering van zijn programma. Doch als het krediet eens is toegestaan zou men moeten waken over de uitvoering van het aanvaarde programma. Maar in de toelichting van het begrotingsontwerp voor 1947 lezen wij, bladzijde 32, artikel 28 : *Waarschijnlijke uitgaven voor 1945 : 148.760 frank. »*

Het schijnt ons dat het Departement in zijn antwoord op de 23^{ste} vraag gesteld door de Commissie van de Kamer, tegenover elke post, nauwkeurig de uitgegeven of vastgelegde som had dienen te vermelden.

Zelfs indien de aangevraagde kredieten slechts als aanwijzing kunnen gelden, denken wij dat zij naar nauwkeurigheid zouden dienen te streven. Wij zijn ver van het krediet toegekend voor 1945 en wij weten niet op welke wijze het gebruikt wordt.

Bovendien, indien het Departement oordeelt dat het in 1947 500.000 frank nodig heeft voor het doel waarvan sprake, is het dan niet aangewezen dat de wetgever op de hoogte gebracht wordt van hetgeen er werkelijk gedaan of beslist is om het voor 1946 toegestaan krediet op te gebruiken?

In de tijden die wij beleven is het van groot belang dat de bevolking zeer degelijk voorgelicht zij en dat haar opvoeding op een objectieve en stelselmatige wijze ondernomen worde.

Verschillende leden van de Commissie hebben ons standpunt krachtig gesteund wat betreft de voorlichting van de verbruikers en een van hen heeft de nadruk gelegd op het belang dat de huisvrouwen er zouden bij hebben dat er « recepten » gepubliceerd werden voor het oordeelkundig gebruik van sommige vlees- of visconserven.

De ambtenaren van het Kabinet van de Minister hebben ons de gedetailleerde opgave, voor 1945 en voor 1946, van de toegekende kredieten en van de gedane of vastgelegde uitgaven beloofd.

Wij zullen niet nalaten die inlichtingen aan de Hoge Vergadering mede te delen bij de algemene bespreking van de Begroting (1).

VOORSCHOTTEN VAN DE GEMEENTEN VOOR HERBERGINGSKOSTEN VAN BURELEN

Vereffening van de aan de gemeenten toekomende sommen. — Artikel 32 : 400.000 frank.

Verleden jaar hebben wij aan de h. Minister van Ravitaillering inlichtingen gevraagd over de terugbetalingen aan de gemeentebesturen van de sommen welke deze betaald hadden voor het onderbrengen van kantoren : Artikel 33, 800.000 frank tegenover 600.000 frank in 1945. Wij vroegen met aandrang dat de uitbetaling binnen de kortst mogelijke tijd zou plaats vinden.

Op de begroting voor 1947 bedraagt het aangevraagde krediet 400.000 frank en in de toelichting lezen wij dat de vermoedelijke uitgaven voor 1945 540.270 frank bedragen.

Wij rekenen het ons tot plicht onze vragen van verleden jaar te herhalen in verband met de stand van de sommen die nog verschuldigd zijn en met de termijn binnen welke die sommen zullen betaald zijn.

Het is de Minister van Ravitaillering niet onbekend welke wanorde heerst in de gemeentefinanciën. Hij zou er moeten voor waken dat de gemeentebesturen hun geld terugkrijgen. Terwijl aan hem kredieten worden toegekend, zijn de gemeenten verplicht, door die tekortkoming van de Staat, voorlopige leningen aan te gaan.

Er zijn niet alleen de kosten van installatie of van herberging der burelen, doch ook de betaling van het aan die burelen verbonden personeel. Dit is nog

(1) Zie bijlage.

een voorschot dat de gemeenten aan de Staat moeten doen. Wij kennen een gemeente die aldus schuldeiseres is voor een som van meer dan 300.000 frank, rekening 1946. En de voorschotten gaan voort voor de eerste zes maanden van 1947.

Wij weten niet op welk artikel van de begroting de terugbetaling van die voorschotten moet aangerekend worden. De Minister zal het ons wel gelieven te zeggen en enige nadere aanduidingen geven betreffende de vereffening.

Wij geven in bijlage de inlichtingen in verband met dit artikel 32.

Onze kritiek in verband met de terugbetaling van de sommen uitbetaald aan het personeel is gericht tot het Ministerie van Binnenlandsche Zaken. Wij zullen niet nalaten ze daaraan over te maken.

Artikelen 35 en 36. — Toelage bestemd : 1^o om de afschaffing te vergoeden van de ontvangsten welke de voormalige Nationale Landbouw- en Voedingscorporatie gemachtigd was te innen om haar administratieve onkosten te dekken en welke niet behouden werden ten bate van de Algemene Directie van de Mobilisatie der Landbouwproducten, die, bij toepassing van de besluitwet van 8 November 1944, van een voorlopige financiële zelfstandigheid geniet ; 2^o om in de onkosten te voorzien veroorzaakt door het College van de vereffenaars van de Nationale Landbouw- en Voedingscorporatie (toepassing van de besluiten dd. 18 September 1944 en 22 December 1944).

In de begroting van 1945, artikel 36, komt er een krediet voor van 228 miljoen voor het 1^o en 22 miljoen voor het 2^o; in de begroting van 1946, artikel 36, onderscheidenlijk 268 miljoen en 5 miljoen, en in de begroting voor 1947, 260.606.604 frank voor post n^r 1 en 15.054.000 frank voor post n^r 2.

In de uitgewerkte staat lezen wij, op bladz. 34-35, dat het krediet voor het dienstjaar 1946 255.995.400 frank bedraagt en dat het verschil, dit is 17.004.600 frank, opgenomen is onder artikel 36 met de vermelding : « Toelage bestemd om de administratieve onkosten te dekken van de Handelsdienst voor Ravitaillering » (toepassing van de besluitwet van 25 Januari 1945). Het krediet voor 1947 bedraagt 30 miljoen.

Wat artikel 35 betreft, is er nog op bladz. 34-35 vermeld dat de waarschijnlijke uitgaven voor dienstjaar 1945 geraamd worden op 426.553.509 frank

In ons vorig verslag (bijlage, 3^e vraag) vroegen wij aan de h. Minister : 1^o ons wel te willen een staat te doen overmaken van de ontvangsten en uitgaven voor 1945 van de dienst van de Algemene Directie van de Mobilisatie; 2^o inlichtingen te willen verstrekken nopens de contrôle door het Ministerie uitgeoefend op de werkzaamheden van het College van de vereffenaars van de N.L.V.C.

Onze Commissie meent dat die vragen nog steeds van belang zijn.

Het Parlement moet over die punten uitvoerig ingelicht zijn. Het is er niet om te doen hier opnieuw alles aan te halen wat naar aanleiding van de N.L.V.C. gezegd werd, maar de Regering heeft tot plicht de openbare mening voor te lichten wat de liquidatie van die instelling betreft, waarvan men op zijn minst kan zeggen dat zij in overleg en met de hulp van de bezetter de omvorming van onze nationale instellingen heeft nagestreefd en dat zij beoogde ons land in te schakelen in de door een vreemde natie gedroomde nieuwe orde.

De verantwoording van de verhogingen van 1947, gegeven op bladzijden 44 en 45, versterkt ons gevoelen dat de Commissie moet kennis nemen van de rekeningen waarop de onder de artikelen 35 en 36 vermelde kredieten betrekking hebben.

In afwachting dat die inlichtingen verstrekt worden, oordelen wij het goed hier de nota over te drukken die ons zeer gewillig door de Algemene Comptabiliteit van het Departement werd overgemaakt.

« De dienst voor vereffening van de gewezen N.L.V.C., thans verbonden aan het Ministerie van Financiën, deelt mede dat tot nu toe geen enkele schadeloosstelling werd betaald aan personen of lichamen die onbillijk geschaad werden door de vanwege de N.L.V.C. uitgevaardigde reglementering.

» Krachtens artikel 5 van de op 5 Mei 1944 genomen besluitwet (*Staatsblad* 1 September 1944) « zal aan de personen, door de in vorige leden bedoelde » daden onrechtvaardig benadeeld, gerechtelijke of bestuurlijke voorziening » toegestaan worden, in de voorwaarden en volgens de modaliteiten welke de » Koning bij in den Raad van Ministers overwogen besluiten zal bepalen ».

« Een besluit van de Regent dd. 30 October 1945 (*Staatsblad* van 9 November 1945) heeft een Commissie ingesteld voor de studie van de bij artikel 5 van voormelde wet voorziene gerechtelijke en bestuurlijke voorzieningen.

» Tot nu toe heeft geen wettelijke tekst het hiervoren verkondigd beginsel bekrachtigd. »

De quaestie de wettelijke en rechtskundige opzet te zien afronden is van groot belang. Inderdaad, een bij benadering opgemaakte inventaris van de zaken waaraan een oplossing moet gegeven worden, stelt de activabestanddelen vast op 1 milliard 500 miljoen frank, terwijl de passivabestanddelen nagenoeg 782 miljoen zouden belopen.

Wat het aantal ingeleide zaken betreft, dit is indrukwekkend : einde December 1945 ongeveer 5.000, om einde September 1946 ongeveer 12.000 te bereiken. Op die laatste datum hebben ietwat meer dan 3.000 dossiers een eindoplossing gekregen.

Welke zijn die cijfers op dit ogenblik?

Welke zijn de maatregelen, door de Regering getroffen om het de bij besluit van 30 October 1945 ingestelde Commissie mogelijk te maken haar werkzaamheden met spoed voort te zetten?

(Zie bijlage.)

* * *

De in behandeling genomen begroting werd door de Kamer met 88 tegen 83 stemmen goedgekeurd.

Zij is het voorwerp geweest van besprekingen in de loop van drie vergaderingen van uw Commissie. Wij danken zeer graag de h. Minister en die van zijn medewerkers die wel aan onze uitnodigingen wilden gevolg geven en op onze vragen om inlichtingen wel wilden antwoorden.

De lezing van dit verslag heeft bij verscheidene leden enkele opmerkingen en enig voorbehoud gewekt.

Doch, na toelichting en commentaar van de verslaggever en ook na enkele wijzigingen, wat de vorm betreft, werd het verslag met algemene stemmen van de aanwezige leden goedgekeurd.

Het ontwerp van wet houdende de begroting van het Ministerie van Ravitaillering voor het dienstjaar 1947, wordt met 9 stemmen goedgekeurd; drie leden hebben zich onthouden. De Commissie verzoekt de Hoge Vergadering het zoals het haar is voorgelegd goed te keuren.

De Verslaggever,
FRANÇOIS LOGEN.

De Voorzitter,
ARNOLD BOULANGER.

EFFECTIEF VAN HET DEPARTEMENT.

Wij vullen de tabel ingelast in het verslag van de Commissie van de Kamer aan volgens de aanduidingen van de Algemene Comptabiliteit van het Departement.

	1/11/44	1/3/45	1/3/46	1/1/47	1/7/47
1. Bestuur van de Mobilisatie der Landbouwproducten	12.290	9.293	4.683	3.449	3.254
2. Algemene Inspectie van Ravitaillering	2.131	2.843	2.399	2.458	2.051
3. Gemeentelijke klerken van de Ravitaillering	1.164	794	9	—	—
4. Centrale diensten	595	806	625	1.467	885
Te zamen	16.180	13.736	7.716	7.374	6.190
Vermindering t.o.v. het voorgaand cijfer	—	2.444	6.020	342	1.184
Algemene vermindering.			9.990		

Op- en bemerkingsen.

1^o Op 2 September 1944 telde het Bestuur der Contrôlediensten, waarvan de bevoegdheden bij de bevrijding door de Algemene Inspectie van Ravitaillering werden overgenomen, 5.772 beambten.

2^o De aangroei (1.467 - 625 = 842) op 1 Januari 1947 (4^e kolom) van de personeelssterkte der centrale diensten moet toegeschreven worden :

a) aan de overname, door die diensten, op datum van 1 Juli 1946, van het personeel der centrale diensten van het Bestuur van de Mobilisatie der Landbouwproducten;

b) aan de wijziging, op 1 September 1946, van de samenstelling der provinciale ravitailleringdiensten afhankelijk van het Ministerie van Binnenlandse Zaken, welke diensten opgenomen werden in het personeel van de centrale diensten van het Ministerie van Ravitaillering;

3^o Vóór 1 September 1946 telden die provinciale diensten 800 beambten; thans nog slechts 325.

4^o Trekt men van de personeelsterkte op 1 Juli 1947 van de centrale diensten (885), het huidige aantal van de beambten der provinciale diensten (325) af, dan blijven er 560 beambten, dit is dus 35 minder dan op 1 November 1944 (595).

BIJLAGE 2.

Artikel 28. — Publicaties van het Departement : photo's, films, tekeningen, propagandamaterieel en andere demonstratievoorwerpen, enz.

Uitgaven voor het dienstjaar 1946 fr. 328.659,15
omvattende inzonderheid de kosten van het aanmaken :
van de aanplakbiljetten :

« Verspilt geen brood » 89.977,05

« Een verzekering voor de winter » (aardappelcontracten) 79.496,10
van de films en copieën van de films :

« Wilt U »

« Hoe staat het met onze bevoorrading » fr. 134.843,20

Opmerking van de verslaggever.

Gezien de belangrijkheid van de zending van het Departement en de talrijkheid der kritieken die tegen de ravitailleringdiensten werden uitgebracht, betreuren wij dat de voorlichting van het groot publiek beperkt bleef tot twee aanplakbiljetten en twee films.

BIJLAGE 3.
—

Artikel 32. — Betalingen van forfaitaire vergoedingen als vergelding van onkosten veroorzaakt door de herberging der kantonale burelen van de Algemene Inspectie van Ravitaillering :

Uitgaven in verband met 1945 fr.	437.335,35
Uitgaven in verband met 1946 tot dusverre gedaan. .	291.559,50

De aangiften van schuldvorderingen worden zonder verwijl en naarmate zij door de gemeentebesturen worden ingediend in vereffening gesteld.

De betalingen geschieden op het krediet van rekening B, aan de betrokken gemeenten geopend bij het Gemeentekrediet van België.

Opmerking van de verslaggever :

Het is de betrokken gemeentebesturen dus mogelijk hun gelden spoedig terug te krijgen.

De terugbetaling van de voor de bezoldiging van het personeel der plaatselijke of kantonale burelen uitbetaalde sommen moet bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken gevraagd worden. Ditzelve zou zoveel ijver als het Ministerie van Ravitaillering moeten aan den dag leggen om de gemeenten schadeloos te stellen.

BIJLAGE 4.

Artikel 36. — Administratiekosten van het Bestuur van de Mobilisatie der Landbouwproducten :

De financiële toestand voor de dienstjaren 1945 en 1946 doet zich voor als volgt :

Winstoverschot van de begrotingsjaren van de gewezen N.L.V.C. op 1 Januari 1945	fr.	220.789.894,69
Eigen ontvangsten van 1945		128.729.135,99
Bijdrage van de Schatkist : artikel 36, 1945		250.000.000,00
<hr/>		
Totaal der ontvangsten voor 1947.	fr.	599.519.030,68
Uitgaven van dienstjaar 1945		451.969.466,49
<hr/>		
Overdrachtsaldo 31 December 1945.	fr.	147.549.564,19
Eigen ontvangsten van 1946		14.224.491,07
Bijdrage van de Schatkist : artikel 36, 1946		273.000.000,00
Bijkredieten gevraagd voor 1946		85.400.000,00
<hr/>		
Totaal der ontvangsten	fr.	520.174.055,26
Uitgaven van dienstjaar 1946		352.151.247,51
<hr/>		
Overdrachtsaldo 31 December 1946	fr.	168.022.807,75

De inbare schuldvorderingen worden geraamd op 113.190.110,85 fr..

Het van de gewezen N.L.V.C. voortkomende winstoverschot wordt dus voorlopig op fr. 54.832.696,90 geraamd.